

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3150

29 octobre 2014

SOMMAIRE

30 AGVH 1 S.à r.l.	151186	Silinf S.A.	151160
AltaFund Invest I S.à r.l.	151165	Socomia S.A.	151160
Belair Business Offices S.A.	151186	SOF-10 Lux Master Co S.à r.l.	151159
Bycsa S.A.	151157	Sofim S.A.	151160
Coeli SICAV I	151155	STAM Re Manager S.à.r.l.	151158
Connexions Luxembourg asbl	151164	Summit Partners VP-B S.à r.l.	151159
Danieli Banking Corporation S.A.	151196	TeleCenter S.A.	151155
Davidis Restaurants Sàrl	151200	Tempus Capital Fund One SCS	151163
Dixie Design S.à r.l.	151163	Tenencia Properties S.à r.l.	151163
eBay Treasury S.à r.l.	151177	Testa Daniele Sàrl	151163
Filos Properties S.à r.l.	151200	To You & Me S.à r.l.	151161
Jump In S.à r.l.	151154	TRE PIU UNO S.à r.l.	151155
Kléber Luxembourg Holding S.à r.l.	151156	Trucson Properties S.à r.l.	151162
Lennon J1 Sàrl	151166	Tundra Capital Management Fund	151160
LNR Europe Investors S.à.r.l. SICAR	151154	Turam Holding Sàrl	151157
Nestor SA, SPF	151170	Twin S.A.	151156
Nore Acquisitions S.à r.l.	151177	Unican Luxembourg S.A.	151161
Paw Luxco S.à r.l.	151200	Vanguard Topco S.à r.l.	151162
P.F.P. International S.A.	151158	VBNT S.A.	151156
Power Group Investments S.à r.l.	151183	Victoire Asia Investment Management S.à r.l.	151161
ProLogis France CI S.à r.l.	151158	Wealth Invest S.A.	151156
P&T Consulting S.A.	151158	Well Done Duchesne Optic	151155
RBW Global Holdings	151157	White Café	151162
Rondonia S.A.	151162	Y. Vyncke & Cie	151154
Sarabel Luxembourg S.à r.l.	151186	ZitLux Holding S.A	151157
Seacat S.A.	151159		
Securisation Services Funding S.A.	151159		
Sécurité Services Installation Luxembourg SSI Lux S.à r.l.	151186		

Y. Vyncke & Cie, Société en Commandite simple.

Siège social: L-4740 Pétange, 5, rue Prince Jean.

R.C.S. Luxembourg B 113.432.

Décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire de Y. VYNCKE & Cie tenue au siège social le 26 septembre 2014 à 10.00 heures

Une assemblée Générale extraordinaire s'est tenue en date du 26 septembre 2014 au siège social de la société afin de prendre plusieurs décisions.

Conformément à la loi en vigueur au Luxembourg, certaines décisions doivent être déposées auprès du Registre du Commerce et des Sociétés.

Les résolutions à déposer sont les suivantes:

- La société a été mise en liquidation à compter de la date de la présente assemblée.
- Monsieur Johan Landuyt, demeurant au 12 Ter Biestraat, B-8421 De Haan a été nommé liquidateur de la société.

Carine Godfurnon / Johan Landuyt

Secrétaire / Président

Référence de publication: 2014149759/17.

(140170645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

LNR Europe Investors S.à.r.l. SICAR, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 106.281.

Extrait des résolutions circulaires des associés de la Société

Les associés de la Société ont décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Monsieur Cory Olson en tant que gérant de la Société et de nommer Monsieur Blair Alan Lewis, né le 6 mai 1967 à Ottawa, Canada, résidant professionnellement au 25 Canada Square, 34th Floor, Londres E14 5LB, Royaume-Uni, en tant que gérant de la Société pour une durée indéterminée, et ce avec effet au 5 septembre 2014.

Le conseil de gérance est désormais composé de:

- M. Tony Whiteman;
- M. Gearoid Sean Doyle;
- M. Blair Alan Lewis.

Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Référence de publication: 2014149548/18.

(140170740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Jump In S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2611 Luxembourg, 83, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 179.000.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire du 31/01/2014 que:

Première résolution:

Madame Veronica DOS SANTOS JORDÃO, née le 15 février 1979 à Luxembourg, demeurant à L-4995 SCHOUWEILER, 52 rue de Bascharage, démissionne de son poste de gérante technique.

Deuxième résolution:

Monsieur João Paulo LOPES MACHADO, né le 4 juillet 1973 à Luxembourg, demeurant à L-4981 RECKANGE-SUR-MESS, 22 rue de Roedgen, est nommé gérant technique pour une durée indéterminée.

Pour ordre

JUMP IN S.à r.l.

83, route de Thionville

L - 2611 LUXEMBOURG

Référence de publication: 2014149522/19.

(140170307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Well Done Duchesne Optic, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9570 Wiltz, 30, rue des Tondeurs.

R.C.S. Luxembourg B 163.985.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014149745/9.

(140170543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

TeleCenter S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1332 Luxembourg, 15, rue de Chicago.

R.C.S. Luxembourg B 51.609.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2014149716/10.

(140170680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

TRE PIU UNO S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 23, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 156.322.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 01.09.2014

Résolution

Première Résolution:

- Démission du gérant administratif, Monsieur BELLANIMA Oronzo Né le 31 mars 1976 demeurant à L-5316 Contern 19, rue de Syren, ceci avec effet immédiat. Monsieur TEOFILO Graziano né le 05 novembre 1976 demeurant à L-1363 Howald 6, rue du Couvent reprend le poste de gérant administratif tout en gardant son poste de gérant technique ceci avec effet immédiat.

- La société est dorénavant valablement engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant unique.

Fait à Luxembourg, le 1^{er} septembre 2014.

Référence de publication: 2014149721/16.

(140170533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Coeli SICAV I, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1626 Luxembourg, 4, rue des Girondins.

R.C.S. Luxembourg B 184.100.

Extrait des résolutions circulaires du conseil d'administration de la Société du 4 juillet 2014

Le conseil d'administration a décidé d'accepter la démission de Monsieur Lukas LINDKVIST en tant que membre du conseil d'administration au 4 juillet 2014.

Le conseil d'administration de la Société a décidé de coopter, au 4 juillet 2014, en tant que membre du conseil d'administration, Monsieur Stefan RENNO, Chief Executive Officer, né le 22 janvier 1967 à Brännkyrka, Suède, avec adresse professionnelle au Coeli Asset Management S.A., 4 rue des Girondins, L-1626 Luxembourg en remplacement de Monsieur Lukas LINDKVIST. Sa nomination définitive sera confirmée à la prochaine assemblée générale annuelle de la Société qui se tiendra en 2015.

Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Pour extrait conforme

Paul GUILLAUME / Johan LINDBERG

Le Président / Directeur

Référence de publication: 2014149920/19.

(140171370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Twin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9132 Schieren, 12, Op der Schlaed.

R.C.S. Luxembourg B 147.776.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014149728/9.

(140170786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Wealth Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5560 Remich, 14, rue Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 98.924.

L'adresse du commissaire aux comptes MGI FISOGEST S.à r.l. nommé par l'assemblée générale du 4 juillet 2013 est désormais: 681, rue de Neudorf à L-2220 Luxembourg.

Référence de publication: 2014149750/9.

(140170802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

VBNT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2562 Luxembourg, 4, place de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 129.039.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014149739/10.

(140170324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Kléber Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.158.300,00.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 30, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 129.391.

EXTRAIT

Les mandats de gérants de la Société de M. Philippe Slendzak et de M. William A. Bonn ont pris fin le 23 Septembre 2014. L'associé de la Société a décidé de nommer en qualité de gérants M. Matthew Golden, demeurant au 200 State Street, Boston MA 02109, Etats-Unis d'Amérique, M. Claude Noesen, demeurant au 25, um Séintchen, L-8363 Greisch, Grand-Duché de Luxembourg et Mme Catherine Calvi, demeurant au 30, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet au 23 Septembre 2014 pour une durée indéterminée, de sorte que le conseil de gérance de la Société se compose désormais comme suit:

Gérants:

M. Matthew Golden

M. Claude Noesen

Mme Catherine Calvi

M. Jacques Reckinger

M. Teunis Christiaan Akkerman

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 Septembre 2014.

Pour la Société

M. Teunis Christiaan Akkerman

Gérant

Référence de publication: 2014149804/26.

(140170269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Bycsa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 156.815.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Référence de publication: 2014149902/10.

(140171442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Turam Holding Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 110.769.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014149727/10.

(140170316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

RBW Global Holdings, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 151.203.

L'actionnaire unique a décidé en assemblée générale de nommer la personne suivante en tant que gérant de la société, pour une durée indéterminée à partir de 23 septembre 2014:

- Michael Rudolf Haller, avec adresse à 16 rue du Rham, L-6991 Rameldange, Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Référence de publication: 2014150345/12.

(140171690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

ZitLux Holding S.A, Société Anonyme.

Siège social: L-8265 Mamer, 55, rue François Trausch.
R.C.S. Luxembourg B 124.791.

Extrait de l'assemblée générale de l'actionnaire unique en date du 17 septembre 2014

Les résolutions suivantes ont été prises lors de l'Assemblée de l'Actionnaire Unique de la Société tenue en date du 17 septembre 2014:

- Acceptation de la démission de Madame Charlotte Kromand de son mandat d'administrateur avec effet au 17 janvier 2013.

- Acceptation de la démission de Monsieur Torben Rasmussen de son mandat d'administrateur.

- Le conseil d'administration est composé d'un membre: Monsieur Lars Kromand, né le 14 octobre 1966, ayant son adresse professionnelle au 24, Solystvej, DK-8660 Skanderborg, Danmark, jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle statuant sur les comptes annuels de l'année 2012 qui se tiendra en 2015.

- Acceptation de la démission de Fiduconcept S.à r.l, demeurant au 36, Avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg de son mandat de Commissaire aux comptes avec effet au 12 mai 2014.

- Nomination de The Clover, Société Anonyme, demeurant au 6, Rue d'Arlon, L-8399 Windhof, en tant que Commissaire aux comptes de la Société, jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle statuant sur les comptes annuels de l'année 2012 qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014149762/22.

(140170797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

P&T Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 13, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 56.080.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de P&T Consulting S.A. du 7 avril 2014:

L'assemblée générale a décidé de confier le mandat de réviseur d'entreprises agréée pour l'année se terminant le 31 décembre 2014 à la société Ernst&Young SA, 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Référence de publication: 2014150283/10.

(140171414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

P.F.P. International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 151.268.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014150284/10.

(140171000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

STAM Re Manager S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 180.692.

Extrait du procès-verbal du Conseil de Gérance tenue en date du 25 septembre 2014

Le Conseil décide de:

- transférer le siège social de la société de 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg à 1, rue Isaac Newton, L-2242 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2014150422/14.

(140171366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

ProLogis France CI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 132.490.

à modifier: Suite à un contrat daté du 26 septembre 2014, une (1) part sociale détenue dans la Société par, ProLogis European Holdings XX Sàrl a été transférée à ProLogis European Finance XX Sàrl ayant son siège social à 34-38 Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg. Cette cession des part sociale a été approuvée au nom et pour compte de la Société par un de ses gérants.

A faire paraître dans l'Extrait:

Répartitions des parts sociales:

ProLogis European Finance XX Sàrl	600 parts
Total	600 parts sociales

Luxembourg, le 26 septembre 2014.

ProLogis Directorship Sàrl

Gérant

Représenté par Gerrit Jan Meerkerk

Gérant

Référence de publication: 2014150305/20.

(140171655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Summit Partners VP-B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.

R.C.S. Luxembourg B 128.628.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2014150429/10.

(140171720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

SOF-10 Lux Master Co S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 186.115.

Par résolutions signées en date du 26 septembre 2014, l'associé unique a décidé de nommer Julien Petitfrère, avec adresse professionnelle au 3 rue Mozart, L-2166 Luxembourg au mandat de gérant, avec effet au 29 septembre 2014, et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Référence de publication: 2014150410/13.

(140171425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Securisation Services Funding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 105.911.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue au siège social à Luxembourg, le 26 septembre 2014

La démission de Madame Marie-Anne DASSY de sa fonction d'administrateur est acceptée

Madame Mariagrazia RINALDI, employée privée, née le 27.02.1976 à MONOPOLI (Italie), domicilié professionnellement au 17 rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, en tant que nouvel administrateur. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2015.

Pour extrait sincère et conforme

SECURISATION SERVICES FUNDING S.A.

Référence de publication: 2014150399/15.

(140171158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Seacat S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 94.229.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 28 août 2014, que le Conseil a décidé les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la société est transféré, avec effet au 28 Août 2014, de son adresse actuelle 25, route d'Esch, L-1470 Luxembourg au 20, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

2. Le conseil approuve le changement d'adresse professionnelle des administrateurs Messieurs Jean-Pierre DE WOLF, Gustavo STRASSENER, Vincent MULDER et l'administrateur-délégué Monsieur Vincent MULDER au 20, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014150397/16.

(140171202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Silinf S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 82.255.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014150406/9.

(140171612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Socomia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9972 Lieler, 26, Hauptstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 101.048.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014150409/10.

(140170946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Tundra Capital Management Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 139.254.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 18 juillet 2014

L'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

1. de réélire Messieurs Patrick Vander Eecken, René Lopez, Jean-François Ruel et Serge Yanic Nana, en qualité d'administrateurs, pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2015,
2. de réélire KPMG Luxembourg S.à.r.l., en qualité de Réviseur d'Entreprises, pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2015.

Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Pour Tundra Capital Management Fund
BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.
Agent Domiciliataire

Référence de publication: 2014150459/17.

(140171791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Sofim S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 24.504.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 23 septembre 2014

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation et constate que la société anonyme SOFIM S.A., ayant son siège social à Luxembourg, a définitivement cessé d'exister.

L'assemblée décide en outre que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une période de cinq (5) ans au siège de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Pour SOFIM S.A.
FIDESCO S.A.
Liquidateur

Référence de publication: 2014150412/18.

(140170698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Victoire Asia Investment Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.400.000,00.

Siège social: L-2611 Luxembourg, 51, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 181.315.

—
EXTRAIT

L'adresse de Monsieur Tzu Chih Wen, gérant et associé de la Société, a été changé et est désormais comme suit:
Flat 9C, Camelot Heights, 66 Kennedy Road, Wan Chai, Hong Kong (Chine).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Référence de publication: 2014150470/13.

(140171420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

To You & Me S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 179.877.

—
Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance de la Société en date du 16 septembre 2014

Le conseil de gérance de la Société a pris en date du 16 septembre 2014 les résolutions suivantes:

1. Transfert du siège social de la Société du L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri, au L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch avec effet au 1^{er} septembre 2014 à 00:00 CET.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Pour la Société

Me Shaohui ZHANG

Référence de publication: 2014150445/15.

(140171230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Unican Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 59.401.

—
Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Statutaire tenue exceptionnellement le 24 septembre 2014

Sont nommés pour une nouvelle période d'un an, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire approuvant les comptes annuels au 30 juin 2015:

- Administrateurs de catégorie A:

- * Mr. Roman KLASS, Responsable Trésorerie Groupe, résidant au 19 Bärenfelsenstrasse, CH- 4132 Muttenz, Suisse,
- * Mr. Kurt NIEDERHAUSER, Corporate Controller, résidant au 31 au Soligantstrasse, CH-8180 Biülach, Suisse,
- * Mr Hans-Rudolf ZIMMERLI, Directeur de la Consolidation et reporting du Groupe, résidant au 9 Wiesenstrasse, CH- 5400 Baden.

- Administrateurs de catégorie B:

- * Mr. Jean-Robert BARTOLINI, employé privé, résidant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg,
- * Mr. François LANNERS, employé privé, résidant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg,
- * Mr. Christoph KOSSMANN, employé privé, résidant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

- Réviseur d'entreprises agréée:

- * PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-65477, et ayant son siège social au 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg.

Certifié sincère et conforme

Signatures

Référence de publication: 2014150466/26.

(140170814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Trucson Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 107.690.

J'ai le regret de vous remettre, par la présente, ma démission en tant gérant de votre société, avec effet immédiat.
Luxembourg, le 31 août 2014. M. Olivier LIEGEOIS.

Référence de publication: 2014150457/9.

(140171040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Rondonia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 88.574.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014150352/10.

(140171001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

White Café, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 16, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 177.208.

Depuis le 24 septembre 2014, le capital social est réparti comme suit:

- Monsieur Yonathan Engel avec adresse professionnelle à L-1212 Luxembourg, 21, rue des Bains: 167 parts sociales;
- Monsieur Thierry Lorrain demeurant à F-57270 Richemont, 2, rue de la Centrale: 167 parts sociales;
- Monsieur Michaël Parachini demeurant à F-57270 Richemont, 53, route nationale Marabout: 166 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour White Café

Référence de publication: 2014150486/13.

(140170988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Vanguard Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 182.965.

Rectificatif du dépôt numéro L140170618

Transfert de parts

Il résulte d'un contrat de transfert de parts, signé en date du 24 septembre 2014, que l'associé de la Société, BRE/Europe 7NQ S.à r.l. a transféré 1 part sociale qu'il détenait à:

(1) Cobalt Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social à l'adresse suivante: 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 188.877;

Les parts de la Société sont désormais réparties comme suit:

- | | |
|------------------------------------|--------------------|
| 1. BRE/Europe 7NQ S.à r.l. | 499 parts sociales |
| 2. Cobalt Investment S.à r.l. | 1 part sociale |

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014150469/22.

(140170976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Dixie Design S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 180.612.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014149395/9.

(140170679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Testa Daniele Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3330 Crauthem, 16, rue Emile Barthel.

R.C.S. Luxembourg B 138.940.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Christine DOERNER

NOTAIRE

Référence de publication: 2014148443/12.

(140168607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Tenencia Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 164.820.

Extrait des décisions prises lors de la réunion du conseil de gérance tenue le 4 septembre 2014

Mars Properties S.à r.l., l'Associé Unique de la société a transféré son siège social du 7, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg au 4-6 Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, avec effet au 1^{er} Septembre 2014.

Luxembourg, le 4 septembre 2014.

Pour extrait conforme

Signature

Gérant

Référence de publication: 2014150438/15.

(140171020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Tempus Capital Fund One SCS, Société en Commandite simple.

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 186.502.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions du gérant unique de la société Tempus Capital Fund One SCS (le «fonds») du 11 août 2014

Le gérant Tempus Capital One GP S.à r.l. déclare:

- avoir tenu la clôture finale du Fonds avec effet le 11 août 2014;

- avoir programmé la liquidation du Fonds au 11 août 2024.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 septembre 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014150437/16.

(140170192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Connexions Luxembourg asbl, Association sans but lucratif.

Siège social: L-4940 Bascharage, 287, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg F 10.092.

STATUTS

Les soussignés:

Michel Ledoux, 287 route de Luxembourg, L- 4940 Bascharage, G-D Luxembourg, psychologue

Laurent Kocks, 37, rue de la piscine, L-4772 Pétange, G-D Luxembourg, psychologue

Lucien Ledoux, 10 Clos des Faisans, B-1341 Cérux-Mousty, Belgique, chimiste

ont convenu de constituer une association sans but lucratif qui sera régie par la loi du 21 avril 1928 sur les asbl, telle qu'elle a été modifiée par les lois des 22 février 1984 et 4 mars 1995 ainsi que par les dispositions suivantes:

Dénomination, Siège, Objet

Art. 1^{er}. L'association est dénommée Connexions Luxembourg

Art. 2. Son siège social est établi 287, route de Luxembourg, L-4940 Bascharage

Art. 3. L'association a pour objet:

- La diffusion de la culture européenne et internationale. Cette énumération n'est pas de caractère ni contraignant, ni restrictif.

- L'organisation de stages, de formations, de conférences, de séminaires, d'échanges internationaux, de résidences d'artistes et d'étudiants, d'activités intellectuelles - entre autre dans le domaine de la psychologie de la santé -, de représentations artistiques, d'activités sportives: Cette énumération n'est pas de caractère ni contraignant, ni restrictif.

Elle pourra collaborer avec d'autres associations, entreprises ou organismes pouvant aider à la réalisation ou au développement de son objet.

Ses moyens d'action sont la tenue de réunions de travail et d'assemblées périodiques, de conférences, l'organisation de manifestations et toute initiative pouvant aider à la réalisation de l'objet de l'association. Cette énumération n'est pas de caractère ni contraignant, ni restrictif.

Membres, Cotisation

Art. 5. Est membre de l'association toute personne ayant acquitté sa cotisation annuelle.

Art. 6. Les montants maxima et l'échéance de la cotisation sont fixés par l'assemblée générale.

Art. 7. Est réputé démissionnaire tout membre qui n'aura pas acquitté sa cotisation au moment de la tenue de l'assemblée générale ou qui en aura adressé demande écrite au conseil d'administration.

Art. 8. L'exclusion d'un membre est proposée par le conseil d'administration et soumis pour décision à l'assemblée générale.

Conseil d'administration

Art. 9. L'association est administrée par un conseil d'administration composé d'au moins trois membres, ceux-ci sont nommés et révoqués par l'assemblée générale. Le Conseil d'administration peut, sous sa responsabilité, déléguer ses pouvoirs à l'un de ses membres ou à un tiers.

Art. 10. La durée du mandat est de deux ans. Les membres sortants du conseil d'administration sont rééligibles

Art. 11. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Il la représente dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires.

Art. 12. Le conseil d'administration délibère valablement si la majorité des membres est présente.

Art. 13. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents.

Art. 14. En cas d'empêchement du président, la présidence du conseil d'administration est assumée par un autre membre désigné à cet effet par le conseil d'administration.

Art. 15. Le conseil d'administration se réunit sur convocation écrite du président et/ou du secrétaire. Les membres du conseil d'administration peuvent participer aux réunions en personne ou participer par des moyens de connexion modernes (EX: Skype meeting)

Assemblée générale

Art. 16. L'assemblée générale se compose de tous les membres ayant dûment acquitté leur cotisation annuelle.

Art. 17. Elle est présidée par le président du conseil d'administration ou par le membre de ce dernier qui le remplace. L'assemblée générale statue sur:

- les modifications des statuts,
- la nomination et la révocation des membres du conseil d'administration,
- l'approbation des budgets et des comptes,
- la dissolution volontaire de l'association,
- l'exclusion des membres.

Art. 18. L'assemblée doit être convoquée par les administrateurs dans les cas prévus par les statuts, ou lorsqu'un cinquième des associés en fait la demande.

Art. 19. Elle est convoquée par le conseil d'administration par lettre simple ou par e-mail adressée à chaque membre au moins 8 jours avant la date prévue. Cette convocation contient l'ordre du jour de l'assemblée générale et est signée par le président ou son délégué et le secrétaire.

Art. 20. Les statuts peuvent être modifiés par l'assemblée générale si:

- leur objet est spécialement indiqué dans la convocation,
- l'assemblée générale réunit les deux tiers des membres,
- les modifications sont adoptées par les deux tiers des membres présents.

Pour le cas où ces conditions ne seraient pas réunies, il est renvoyé à l'article 8 de la loi sur les asbl et fondations sans but lucratif.

Art. 21. Les résolutions de l'assemblée générale sont portées à la connaissance des membres et des tiers par voie écrite.

Comptes, Budget, Dissolution

Art. 22. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se clôture le 31 décembre.

Art. 23. Les comptes et les budgets sont préparés par le conseil d'administration et soumis pour approbation à l'assemblée générale.

Art. 24. En cas de dissolution volontaire de l'association, l'assemblée générale désigne le(s) liquidateur(s) et définit (ses) leurs pouvoirs. Elle indique l'affectation à donner au patrimoine de l'association qui sera affecté à une autre organisation non gouvernementale agréée.

Art. 25. Les points non précisés présentement relèvent des dispositions de la loi du 21 avril 1928 sur les associations et fondations sans but lucratif et modifiée par les lois des 22 février 1984 et 4 mars 1994.

Michel Ledoux / Laurent Kocks / Lucien Ledoux

Président / Secrétaire / Trésorier

Référence de publication: 2014149238/82.

(140169592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

AltaFund Invest I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 160.455.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société le 25 septembre 2014 les décisions suivantes:

- accepter la démission de Mme Véronique Gillet en tant que gérant de la Société avec effet immédiat;
- nommer M. Antonello De Filippo, né le 11 février 1976 à Isernia, Italie, ayant pour adresse professionnelle 5, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;
- reconnaître que le conseil de gérance est dès lors constitué de:

* M. Antonello De Filippo;

* M. Yvon Lauret; et

* M. Laurian Douin.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Référence de publication: 2014149258/19.

(140170733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Lennon J1 Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 14.000,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 187.281.

In the year two thousand and fourteen, on the eighth of August.

Before us, Maître Jacques CASTEL, notary residing in Grevenmacher, acting in replacement of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, to whom second named notary will remain the present deed.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the Meeting) of Lennon J1 S.à r.l, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 121, Avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) in the process of registration with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (the Company). The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated 2 May 2014, which is in the process of being published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The articles of association of the Company (the Articles) have not been amended since then.

THERE APPEARED:

Invel Real Estate Partners Lennon S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 121, Avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of sixteen thousand British Pounds (GBP16,000.-), registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B.187280 (the Sole Shareholder),

here represented by Mr Gianpiero SADDI, employee, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. All the twelve thousand five hundred (12,500) shares of the Company, having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, representing the entire share capital of the Company, are duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate on the agenda as hereinafter reproduced;

II. The agenda of the Meeting is as follows:

1. Change of the currency of the share capital of the Company from Euro (EUR) to British Pound (GBP) in accordance with the EUR/GBP exchange rate published by the European Central Bank two business days immediately preceding the conversion;

2. Set the nominal value of the shares of the Company at one British Pound (GBP 1) each;

3. Increase of the share capital of the Company in order to bring the share capital from its amount after conversion to an amount of sixteen thousand British Pounds (GBP 14,000.-) by way of issue of four thousand and sixty-eight (4,068) new shares, having a nominal value of one British Pounds (GBP 1.-) each; and

4. Subscription and payment of the newly issued shares by way of contributions in cash from Invel Real Estate Partners Lennon S.à r.l.

5. Amendment of article 5 of the Articles which shall henceforth read as follows:

“ Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at fourteen thousand British Pounds (GBP 14,000), represented by fourteen thousand (14,000) shares in registered form with a par value of one euro (EUR 1) each, fully paid up.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.”

6. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company to proceed, on behalf of the Company, to the registration of the above changes;

7. Delegation of powers; and

8. Miscellaneous.

III. The Meeting has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to change the currency of the share capital of the Company from Euro (EUR) to British Pound (GBP) with effect as of the date of the present deed, at the exchange rate of EUR 1 = GBP 0.79 as published by the European Central Bank on 6 August 2014.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to set the nominal value of the shares of the Company at one British Pound (GBP 1.-) each.

The Sole Shareholder further resolves, as a consequence of the above resolution, to allocate part of the amount of the share capital of the Company representing an amount of ninety-nine British Pence (GBP 0.99) to the share premium account of the Company.

The Sole Shareholder acknowledges that, as a consequence thereof, the share capital of the Company is now set at nine thousand nine hundred and thirty-two British Pounds (GBP 9,932), represented by nine thousand nine hundred and thirty-two (9,932) shares, having a nominal value of one British Pounds (GBP 1.-) each.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of four thousand and sixty-eight British Pounds (GBP 4,068.-) in order to bring the share capital from its present amount of nine thousand nine hundred and thirty-two British Pounds (GBP 9,932), represented by nine thousand nine hundred and thirty-two (9,932) shares, having a nominal value of one British Pound (GBP 1.-) each, to fourteen thousand British Pounds (GBP 14,000.-) by way of the issuance of four thousand and sixty-eight (4,068) new shares, having a nominal value of one British Pound (GBP 1.-) each.

Subscription - Payment

Thereupon,

The Sole Shareholder, prenamed and represented as stated above, declares to subscribe to four thousand and sixty-eight (4,068) new shares, having a nominal value of one British Pound (GBP 1.-) each, in registered form, and fully pays them up by way of a contribution in cash in an amount of four thousand and sixty-eight British Pounds (GBP 4,068.-), it being understood that the contribution is to be allocated to the share capital account of the Company. Proof of the payment was given to the notary by a bank certificate

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company to proceed, on behalf of the Company, to the registration of the above changes.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 5 of the Articles which shall henceforth read as follows:

“ Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at fourteen thousand British Pounds (GBP 14,000), represented by fourteen thousand (14,000) shares in registered form with a par value of one euro (EUR 1) each, fully paid up.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.”

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolves to authorise and empower any manager of the Company and any employee of Hoche Partners Trust Services S.A., each acting individually, under his/her sole signature, to proceed on behalf of the Company to the registration of the relevant notices in respect of the above resolutions with the Luxembourg Register of Commerce and Companies and to execute, deliver and perform under any documents necessary or useful for such a purpose.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 1400

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, who has signed it together with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le huitième jour du mois d'août,

par devant Maître Jacques CASTEL, notaire de résidence à Grevenmacher, en remplacement de sa consœur empêchée Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, laquelle dernière reste dépositaire du présent acte,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des associés (l'Assemblée) de Lennon J1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée existant et constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe 121, Avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, disposant d'un capital social de seize mille Livres Sterling (GBP 16.000,-) et dont l'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg est en cours (la Société). La Société a été constituée suivant un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, daté du 2 mai 2014, dont la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations est en cours. Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont pas été modifiés depuis.

A COMPARU:

Invel Real Estate Partners Lennon S.à r.l., une société à responsabilité limitée existant et constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe 121, Avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, disposant d'un capital social de seize mille euros (EUR 16.000,-) et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B.187280 (l'Associé Unique),

ici représentée par Monsieur Gianpiero SADDI, employé, dont l'adresse professionnelle se situe à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, qui, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec l'acte aux autorités de l'enregistrement.

L'Associé Unique représenté comme indiqué ci-dessus a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Toutes les douze-mille cinq cent (12,500) parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont dument représentées à la présente Assemblée qui est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer sur l'ordre du jour reproduit ci-après;

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Modification de la devise du capital social de la Société de l'euro (EUR) à la livre sterling (GBP) conformément au taux de change EUR/GBP publié par la Banque Centrale Européenne le jour ouvré précédent la conversion;

2. Fixation de la valeur nominale des parts sociales de la Société à une livre sterling (GBP 1,-) chacune;

3. Augmentation du capital social de la Société afin de porter le capital social de la Société de son montant après conversion à un montant de quatorze mille livres sterling (GBP 14.000,-) par voie d'émission de quatre mille soixante-huit (4,068) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1,-) chacune;

4. Souscription et libération des nouvelles parts sociales par apports en numéraire de Invel Real Estate Partners Lennon S.à r.l.;

5. Modification de l'article 5 des Statuts qui sera rédigé comme suit:

“ Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à quatorze mille livres sterling (GBP 14.000), représenté par quatorze mille (14.000) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1) chacune, entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts”.

6. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société pour procéder au nom de la Société à l'inscription des modifications ci-dessus;

7. Délégation de pouvoirs; et

8. Divers.

III. L'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de modifier la devise du capital social de la Société de l'euro (EUR) à la livre sterling (GBP) avec effet à la date du présent acte au taux de change de EUR 1 = GBP 0.79 publié par la Banque Centrale Européenne le 6 août 2014.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de fixer la valeur nominale des parts sociales de la Société à une livre sterling (GBP 1,-) chacune.

L'Associé Unique décide par ailleurs, en conséquence de la résolution ci-dessus, d'affecter une partie du montant du capital social de la Société représentant un montant de quatre vingt-dix neuf pence (GBP 0,99) au compte de prime d'émission de la Société.

L'Associé Unique prend acte que, par conséquent, le capital social de la Société est désormais fixé à neuf mille neuf cent trente-deux livres sterling (GBP 9,932), représenté par neuf mille neuf cent trente deux (9.932) parts sociales, ayant une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1,-) chacune.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quatre mille soixante-huit livres sterling (GBP 4,068) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de neuf mille neuf cent trente-deux livres sterling (GBP 9,932), représenté par neuf mille neuf cent trente deux (9.932) parts sociales ayant une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1,-) chacune, à quatorze mille livres sterling (GBP 14.000,-) par voie d'émission de quatre mille soixante-huit (GBP 4,068) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1,-) chacune.

Souscription - Libération

Sur ces faits,

L'Associé Unique, précité et représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire aux quatre mille soixante-huit (4,068) nouvelles parts sociales sous forme nominative ayant une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1,-) chacune, et les libère intégralement par un apport en numéraire de quatre mille soixante-huit livres sterling (GBP 4,068), étant entendu que l'apport sera affecté au compte de capital social de la Société. Preuve du paiement a été donné au notaire par un certificat bancaire.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin d'y refléter les changements ci-dessus et accorde pouvoir et autorité à tout gérant de la Société pour procéder au nom de la Société à l'inscription des modifications ci-dessus.

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 5 des Statuts qui sera rédigé comme suit:

“ Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à quatorze mille livres sterlings (GBP 14.000), représenté par quatorze mille (14.000) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1) chacune, entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts”.

Sixième résolution

L'Associé Unique décide d'autoriser et de donner pouvoir à tout gérant de la Société et à tout employé de Hoche Partners Trust Services S.A., chacun agissant individuellement, sous sa seule signature, afin de procéder pour le compte de la Société au dépôt des notifications concernant les résolutions qui précèdent auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, et de délivrer et de s'acquitter de tous les documents nécessaires ou utiles à cet effet.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont d'environ EUR 1400.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française, à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

En foi de quoi le présent acte notarié est passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire de la partie comparante, le mandataire a signé avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: G. Saddi et J. Castel.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 12 août 2014. Relation: LAC/2014/38241. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Référence de publication: 2014147494/212.

(140168260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Nestor SA, SPF, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 190.337.

STATUTS

L'an deux mille quatorze,

le seize septembre.

Par devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

«LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A.», en abrégé «INTERCONSULT», une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg;

représentée aux fins des présentes par:

a) Madame Carine AGOSTINI, employée privée, avec adresse professionnelle au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg;

b) Monsieur François MANTI, employé privé, avec adresse professionnelle au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg; les deux agissant en leurs qualités de signataires autorisés de ladite société et habilités à l'engager valablement par leur signature conjointe.

Laquelle partie comparante agissant comme mentionné ci-dessus a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société de gestion de patrimoine familial (SPF), sous forme d'une société anonyme qu'elle déclare constituer:

Chapitre I^{er} . Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme, dénomination. La société (la «Société») est constituée sous la forme d'une société anonyme et est régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (les «Lois»), incluant la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (la «Loi SPF»), et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut être composée d'un associé unique ou de plusieurs actionnaires.

La société adopte la dénomination «NESTOR SA, SPF».

Art. 2. Siège social. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la Ville de Luxembourg par décision du Conseil d'Administration.

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par une décision du Conseil d'Administration.

Si le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social compromettent l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, le siège social pourra être transféré temporairement à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par les lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par le Conseil d'Administration.

Art. 3. Objet. La Société a exclusivement pour objet d'acquérir, détenir, gérer et disposer d'actifs financiers dans les limites de la Loi SPF, à l'exclusion de toute activité commerciale.

La Société ne s'immiscera ni directement ni indirectement dans la gestion des sociétés dans lesquelles elle détient une participation, sous réserve des droits que la Société peut exercer en sa qualité d'actionnaire.

La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations (à condition que celle-ci ne soit pas publique), de reconnaissance de dettes ou tout autre instrument de dette similaire.

La Société peut, de façon accessoire, prendre toutes mesures et effectuer toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social et ce, dans les limites autorisées par la Loi SPF.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II. - Capital, Actions

Art. 5. Capital social. Le capital émis de la Société est fixé à DEUX CENT VINGT-CINQ MILLE EUROS (225'000.- EUR) représenté par cent (100) actions ordinaires sans désignation de valeur nominale.

Un compte de prime d'émission peut être établi dans lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les actions, en plus de la valeur nominale. L'avoir de ce compte de prime d'émission peut être utilisé pour effectuer le paiement du rachat d'actions que la Société serait susceptible de racheter à ses actionnaires, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour distribuer des dividendes aux actionnaires ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Actions. Les actions seront nominatives ou au porteur au choix des actionnaires, à l'exception des cas où les Lois exigent des actions nominatives.

Les actions sont librement cessibles.

Pour ce qui est des actions au porteur, la société peut émettre des actions au porteur aux actionnaires concernés dans la forme et avec les mentions prévues par les Lois. La Société peut émettre des certificats d'actions au porteur multiples.

Les cessions d'actions au porteur seront opérées par la seule remise des actions au porteur.

Les actions au porteur sont à déposer auprès d'un dépositaire nommé par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, répondant aux conditions de l'Article 42, (2), de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée. Le dépositaire maintient un registre des actions au porteur au Luxembourg dans lequel les actions au porteur sont inscrites au nom de l'actionnaire propriétaire des actions.

La Société reconnaît les personnes au nom desquelles les actions sont enregistrées dans le registre des actionnaires comme les pleins propriétaires de ces actions.

A la demande des actionnaires, des certificats d'inscription nominatifs seront délivrés aux actionnaires par la Société ou par le dépositaire en cas d'actions au porteur.

Pour ce qui est des actions nominatives, un registre des actions nominatives sera tenu au siège social et tout actionnaire pourra en prendre connaissance. Ce registre contiendra la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions, l'indication des paiements effectués sur ses actions ainsi que les transferts des actions avec leur date. Chaque actionnaire notifiera son adresse et tout changement de celle-ci à la Société par lettre recommandée. La Société sera en droit de se fier pour toutes fins à la dernière adresse communiquée. La propriété des actions nominatives résultera de l'inscription dans le registre des actions nominatives. Des certificats reflétant les inscriptions dans le registre des actions nominatives seront délivrés aux actionnaires. La Société peut émettre des certificats d'actions nominatives multiples.

Toute cession d'actions nominatives sera inscrite dans le registre des actions nominatives par une déclaration de cession, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur(s) fondé(s) de pouvoir ainsi que suivant les règles sur le transport des créances établies par l'article 1690 du Code civil luxembourgeois sur le transport des créances. De plus, la Société peut accepter et inscrire dans le registre des actions nominatives toute cession mentionnée dans toute correspondance ou autre document établissant l'accord du cessionnaire et du cédant.

Les droits et obligations attachés aux actions seront identiques sauf s'il en est prévu autrement par les s-Statuts ou par les Lois.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux résolutions adoptées par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 7. Augmentation et réduction du capital social. Le capital émis peut être augmenté ou réduit, une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par les présents Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Les nouvelles actions à souscrire par apport en numéraire seront offertes par préférence aux actionnaires existants proportionnellement à la part du capital qu'ils détiennent. Le Conseil d'Administration fixera le délai pendant lequel le droit préférentiel de souscription devra être exercé. Ce délai ne pourra pas être inférieur à trente (30) jours.

Par dérogation à ce que est dit ci-dessus, l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées par les présents Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts, peut limiter ou supprimer le droit préférentiel de souscription ou autoriser le Conseil d'Administration à le faire.

Art. 8. Rachat de ses propres actions. La Société peut racheter ses propres actions. L'acquisition et la détention de ses actions se fera conformément aux conditions et dans les limites fixées par les Lois.

Chapitre III. - Administrateurs, Commissaire aux comptes

Art. 9. Gestion. La Société est administrée par un conseil d'administration composé de trois (3) membres au moins, actionnaires ou non (le «Conseil d'Administration»). Si la Société ne comporte qu'un associé unique, le Conseil d'Administration peut être composé d'un (1) seul membre.

Les membres du Conseil d'Administration seront nommés pour une durée qui ne peut dépasser six (6) ans par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leur nombre, et ils resteront en fonction jusqu'à la nomination de leurs successeurs. Ils sont rééligibles et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, à travers une résolution adoptée par l'assemblée générale des actionnaires.

En cas de vacance d'un poste au Conseil d'Administration, les administrateurs restants ont le droit d'élire par cooptation un autre administrateur jusqu'à la prochaine assemblée générale, qui devra ratifier ladite cooptation ou élire un nouveau membre du Conseil d'Administration.

Les actionnaires ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la société.

Art. 10. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés

expressément par les Statuts ou par les Lois à l'assemblée générale des actionnaires, ou au(x) commissaire(s) aux comptes, relèvent de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 11. Rémunération et dépenses. Les membres du Conseil d'Administration peuvent être rémunérés pour la gestion de la Société et sont, en plus, remboursés de toutes les autres dépenses engagées par le Conseil d'Administration en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social.

Art. 12. Responsabilité des membres du Conseil d'Administration. Les membres du Conseil d'Administration n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leur fonction, ils prennent des engagements pour le compte de la Société. Chaque membre est uniquement responsable de l'accomplissement de ses devoirs à l'égard de la Société.

Art. 13. Délégation de pouvoirs, représentation de la Société. Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société, ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, à une ou plusieurs personnes ou comités de son choix.

Le Conseil d'Administration peut également conférer des pouvoirs ou des mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou comités de son choix.

Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée par la signature conjointe de deux (2) membres du Conseil d'Administration lorsque le Conseil d'Administration est composé de trois (3) membres au moins ou par la signature individuelle de l'administrateur unique lorsque le Conseil d'Administration est composé d'un (1) seul membre, selon le cas.

Vis-à-vis des tiers, la Société sera également engagée par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui la gestion journalière de la Société aura été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière, ou par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 14. Conflit d'intérêts, indemnisation. Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration, fondés de pouvoirs ou employés de la Société ont un intérêt personnel dans une telle autre société ou entreprise, ou en sont administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Toute personne liée, de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas être empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions au seul motif de ce lien avec cette autre société ou entreprise.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un membre du Conseil d'Administration aurait ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, un tel membre devra le faire savoir au Conseil d'Administration et ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote au sujet de cette transaction. Cette transaction ainsi que l'intérêt personnel de l'administrateur devront être portés à la connaissance de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas lorsque la transaction considérée concerne des opérations courantes de la Société et conclues dans des conditions normales.

La Société indemniserà les membres du Conseil d'Administration, les fondés de pouvoirs ou employés de la Société et, le cas échéant, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'il ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes d'administrateur, de fondé de pouvoirs ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion.

En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des présents Statuts.

Art. 15. Réunions du Conseil d'Administration. Si le Conseil d'Administration est composé de trois (3) membres au moins, le Conseil d'Administration choisira parmi ses membres un président (le «Président»). Il pourra également nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être membre du Conseil d'Administration et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration (le «Secrétaire»).

Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation du Président. Une réunion du Conseil d'Administration doit être convoquée si deux (2) de ses membres le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration, sauf qu'en son absence le Conseil d'Administration désignera un autre membre du Conseil d'Administration comme président pro tempore à la majorité des membres présents ou représentés à la réunion concernée.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord écrit préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite de toute réunion du Conseil d'Administration devra être transmise, une (1) semaine au moins avant la date prévue pour la réunion, par tout moyen permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être passé outre cette convocation avec

l'accord écrit de chaque membre du Conseil d'Administration, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminé dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Toute réunion du Conseil d'Administration se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil d'Administration choisira de temps à autres. Tout membre du Conseil d'Administration pourra se faire représenter aux réunions du Conseil d'Administration en désignant par écrit un autre membre du Conseil d'Administration comme son mandataire.

Le quorum pour toute réunion du Conseil d'Administration est la présence ou la représentation de la majorité des membres du Conseil d'Administration en fonction.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres du Conseil d'Administration présents ou représentés lors de la réunion.

Dans l'hypothèse d'une égalité des voix, le Président aura une voix prépondérante (la «Voix Prépondérante»). La Voix Prépondérante est personnelle au Président et n'est pas transmise à l'administrateur agissant comme président pro tempore de la réunion du Conseil d'Administration en cas d'absence du Président.

Le règlement intérieur peut prévoir que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les membres du Conseil d'Administration qui participent à la réunion du Conseil d'Administration par visio-conférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

En cas d'urgence, une décision écrite, signée par tous les membres du Conseil d'Administration, est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil d'Administration, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration.

Art. 16. Confidentialité. Les membres du Conseil d'Administration ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du Conseil d'Administration, sont tenus de ne pas divulguer, même après la cessation de leurs fonctions, les informations dont ils disposent sur la Société et dont la divulgation serait susceptible de porter préjudice aux intérêts de la société, à l'exclusion des cas dans lesquels une telle divulgation est exigée ou admise par une disposition légale ou réglementaire applicable aux sociétés anonymes ou dans l'intérêt public.

Art. 17. Résolutions de l'administrateur unique, procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration. Si le Conseil d'Administration est composé de trois (3) membres au moins, les procès-verbaux de toute réunion du Conseil d'Administration seront signés par le président de la réunion. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le Président ou par deux (2) membres du Conseil d'Administration.

Si le Conseil d'Administration est composé d'un (1) seul membre, les résolutions de l'administrateur unique seront documentées par écrit.

Art. 18. Commissaires aux comptes, réviseur indépendant. Sauf les cas où, en vertu des Lois, les comptes annuels doivent être audités par un réviseur indépendant, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables devront être contrôlés par un ou plusieurs commissaires aux comptes, actionnaires ou non.

Le ou les commissaires aux comptes et/ou le ou les réviseurs indépendants seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six (6) ans, et ils resteront en fonction jusqu'à la nomination de leurs successeurs. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués, à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée générale des actionnaires.

Chapitre IV. - Associé unique - Assemblée générale des actionnaires

Art. 19. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires. Toute assemblée générale des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

Lorsque la Société compte un associé unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale des actionnaires a tous les pouvoirs qui lui sont réservés par les présents Statuts et par les Lois.

Art. 20. Assemblée générale annuelle. L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social de la Société ou à tout autre endroit indiqué dans les convocations le deuxième lundi du mois de juin de chaque année à 11.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, un samedi ou un dimanche, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 21. Autres assemblées générales. Le Conseil d'Administration ou le ou les commissaires aux comptes peuvent convoquer des assemblées générales (en plus de l'assemblée générale annuelle). De telles assemblées doivent être convoquées si des actionnaires représentant au moins un dixième (1/10) du capital social le demandent.

Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins un dixième (1/10) du capital social de la Société, peuvent demander que des points supplémentaires soient ajoutés à l'ordre du jour de l'assemblée générale au moins cinq (5) jours avant la date prévue.

Les assemblées générales des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par le Conseil d'Administration, le requièrent.

Art. 22. Convocation des assemblées générales. Les actionnaires se réunissent après envoi (y compris, si nécessaire, publication) d'une notice de convocation de l'assemblée générale conformément aux conditions fixées par les présents Statuts ou par les Lois. La convocation envoyée aux actionnaires indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des actionnaires. L'ordre du jour d'une assemblée générale extraordinaire doit également indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 23. Présence, représentation. Tous les actionnaires ont le droit de participer et de prendre la parole aux assemblées générales.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, au moyen d'une procuration pouvant être transmise par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire, actionnaire ou non. Le Conseil d'Administration peut arrêter la forme des procurations et peut exiger que les procurations soient déposées au lieu indiqué par lui au moins cinq (5) jours avant la date fixée pour l'assemblée. Tout actionnaire, personne morale, peut donner procuration par l'intermédiaire d'une personne dûment habilitée ou peut autoriser toute personne qu'elle estime apte à agir comme son représentant à une assemblée générale des actionnaires, à condition de fournir toute preuve de pouvoirs de représentation que le Conseil d'Administration pourrait exiger. Le Conseil d'administration peut déterminer toute autre condition qui devra être remplie en vue de la participation aux assemblées générales des actionnaires.

Les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Chaque action est indivisible à l'égard de la Société. Les copropriétaires, les usufruitiers et les nu-propriétaires d'actions, les créanciers gagistes et donneurs de gage sur actions doivent désigner une seule personne pour les représenter à l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 24. Procédure. Chaque assemblée générale des actionnaires est présidée par le Président. En cas d'absence du Président, l'assemblée générale des actionnaires désignera toute autre personne comme président pro tempore.

Le président de l'assemblée générale des actionnaires désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des actionnaires élit un scrutateur parmi les actionnaires présents ou représentés.

Le président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 25. Prorogation. Le Conseil d'Administration peut proroger séance tenante toute assemblée générale à quatre (4) semaines. Il doit le faire sur la demande d'actionnaires représentant au moins un cinquième (1/5) du capital émis.

Cette prorogation annule automatiquement toute décision déjà prise.

L'assemblée générale prorogée a le même ordre du jour que la première assemblée. Les actions et les procurations déposées régulièrement en vue de la première assemblée restent valablement déposées pour la deuxième assemblée.

Art. 26. Vote. Une liste de présence indiquant le nom des actionnaires et le nombre des actions pour lesquelles ils votent est signée par chacun d'entre eux ou par leur mandataire avant l'ouverture des débats de l'assemblée générale des actionnaires.

L'assemblée générale des actionnaires peut délibérer et voter uniquement sur les points figurant à l'ordre du jour.

Chaque action donne droit à une voix, dans les limites fixées par les Lois.

Le vote se fait à main levée ou par un appel nominal, sauf si l'assemblée générale des actionnaires décide d'adopter une autre procédure de vote.

Les actionnaires sont autorisés à voter par correspondance au moyen d'un formulaire rédigé en langue anglaise.

Tout formulaire devra être remis en main propre contre décharge, ou envoyé par courrier recommandé ou par service d'envois spéciaux utilisant une société postale internationalement reconnue, au siège social de la Société ou adressé par fax au numéro de fax du siège social de la Société.

Tout formulaire de vote qui ne comporte pas l'une des mentions ou indications suivantes doit être considéré comme nul et ne sera pas pris en compte pour la détermination du quorum:

- nom et siège social de l'actionnaire concerné;
- nombre total d'actions détenues par l'actionnaire concerné dans le capital social de la Société et, si applicable, le nombre d'actions de chaque catégorie détenu par l'actionnaire dans le capital social de la Société;
- ordre du jour de l'assemblée générale;
- indication par l'actionnaire concerné, pour chacune des résolutions proposées, du nombre d'actions pour lesquelles l'actionnaire concerné s'abstient, vote en faveur ou contre la résolution proposée;

- nom, titre et signature du représentant dûment autorisé de l'actionnaire concerné.

Tout formulaire devra être reçu par la Société au plus tard à dix-sept (17) heures, heure de Luxembourg, le Jour Ouvrable à Luxembourg précédant immédiatement le jour de l'assemblée générale des actionnaires. Tout formulaire reçu par la Société après cette date limite ne sera pas pris en compte pour la détermination du quorum.

Pour les besoins du présent article, un «Jour Ouvrable à Luxembourg» signifie un jour où les banques sont ouvertes pour affaires à Luxembourg.

Un formulaire sera considéré comme ayant été reçu par Société:

(a) s'il a été remis en main propre contre décharge, par courrier recommandé ou par service d'envois spéciaux utilisant une société postale internationalement reconnue; à l'heure de la remise; ou

(b) s'il a été délivré par fax, à l'heure indiquée avec le numéro de fax sur le rapport de transmission de l'appareil ayant reçu le fax.

Lors de toute assemblée générale des actionnaires autre qu'une assemblée générale extraordinaire convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux exigences de quorum et de majorité exigées par les Lois ou les Statuts pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées à la majorité simple des voix exprimées.

Lors de toute assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée en conformité avec les Statuts ou les Lois en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées par les Lois ou les Statuts pour toute modification des Statuts, l'assemblée générale ne délibère valablement que si la moitié (1/2) au moins du capital est représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées, et, le cas échéant, le texte de celles qui touchent à l'objet ou à la forme de la société. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée pourra être convoquée à laquelle aucun quorum ne sera requis.

Dans les deux assemblées, les résolutions pour être valables, devront réunir, sauf disposition contraire de Statuts ou des Lois, les deux tiers (2/3) au moins des voix exprimées. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

Art. 27. Résolutions de l'associé unique, procès-verbaux des assemblées générales. Les résolutions de l'associé unique devront être documentées par écrit.

Les procès-verbaux des assemblées générales des actionnaires sont signés par le président de l'assemblée, le secrétaire de l'assemblée et le scrutateur de l'assemblée et peuvent être signés par tout actionnaire ou mandataire d'actionnaire qui en fait la demande.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs doivent être signés par le Président.

Chapitre V. - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 28. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le premier jour de janvier de chaque année et finit le dernier jour de décembre de la même année.

Art. 29. Approbation des comptes. Le Conseil d'Administration prépare les comptes annuels et les comptes consolidés, pour approbation par les actionnaires, conformément aux dispositions des Lois et de la pratique comptable luxembourgeoise. Les comptes annuels et les comptes consolidés sont présentés à l'assemblée générale des actionnaires qui délibère, et, le cas échéant, les approuve.

Art. 30. Répartition des bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation d'un fonds de réserve légale (la «Réserve Légale»). Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis.

Après l'affectation à la Réserve Légale, l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer ensemble toutes autres réserves distribuables (y inclus les primes d'émission ou les bénéfices reportés), aux actionnaires comme dividendes, chaque action donnant droit à une même proportion dans cette distribution.

Le Conseil d'Administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par les Lois, et conformément aux dispositions qui précèdent. Le Conseil d'Administration déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Chapitre VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 31. Dissolution, liquidation. La Société peut être dissoute à tout moment par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées par les présents Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins du Conseil d'Administration ou par toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale), nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et de tous les frais de liquidation, le boni de liquidation sera réparti équitablement entre tous les actionnaires conformément aux règles de distribution de dividendes et de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles de distribution de dividendes.

Chapitre VII. - Loi applicable

Art. 32. Loi applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront réglées conformément aux Lois, et en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que la Loi SPF.

Souscription et Paiement

Le comparant ayant ainsi arrêté les Statuts de la Société, a souscrit au nombre d'actions et a libéré en numéraire les montants ci-après énoncés:

Associé(s)	Capital souscrit et libéré	Nombre d'actions
«LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A.», prénommée;	EUR 225'000.-	100
Total:	EUR 225'000.-	100

La preuve de ce paiement en numéraire sur la somme de DEUX CENT VINGT-CINQ MILLE EUROS (225'000.- EUR) a été rapportée au notaire instrumentant qui constate que les conditions prévues à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été respectées.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille cinq cents euros.

Dispositions transitoires

La première année sociale commence à la date de constitution et finit le dernier jour du mois de décembre 2014.

L'assemblée générale annuelle se réunit donc pour la première fois en 2015.

Résolutions de l'actionnaire unique

La partie comparante, agissant en sa qualité d'actionnaire unique et représentant ainsi la totalité du capital social souscrit, a adopté les résolutions suivantes:

1. Décidé de fixer à trois (3) le nombre des membres du Conseil d'Administration et de nommer, avec effet immédiat, les personnes suivantes pour une période prenant fin à la date de l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes de l'année 2019:

a) Monsieur Alexis KAMAROWSKY, Directeur de Sociétés, né à Bad Rothenfelde (Allemagne), le 10 avril 1947, demeurant professionnellement au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg;

b) Monsieur Federico CANNIZZARO di BELMONTINO, Juriste, né à La Spezia (Italie), le 12 septembre 1964 demeurant professionnellement au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg; et

c) Monsieur François MANTI, Employé Privé, né à Algrange (France), le 07 octobre 1970, avec adresse professionnelle au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg.

2. Décidé de fixer à un (1) le nombre des commissaires aux comptes et de nommer, avec effet immédiat, la ou les personnes suivantes commissaire aux comptes pour une période prenant fin à la date de l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes de l'année 2019:

«LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A.», en abrégé «INTERCONSULT», une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B, numéro 40312).

3. Décidé de fixer le siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. AGOSTINI, F. MANTI, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 17 septembre 2014. Relation: EAC/2014/12502. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014147597/387.

(140167742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

eBay Treasury S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 16.000,00.

Siège social: L-2249 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 135.500.

Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 23 septembre 2014

En date du 23 septembre 2014, l'associé unique de la Société décide:

- d'accepter la démission de Patrick Kolek de son mandat de gérant de la Société avec effet au 4 septembre 2014; et
- de nommer Kris Karel John Beyens, né le 14 mars 1973 à Surrey (Royaume-Uni), demeurant professionnellement à Hotham House, 1 Heron Square, Richmond upon Thames, TW9 1EJ Surrey, Royaume-Uni, comme gérant de la Société avec effet au 18 septembre 2014 pour une durée indéterminée.

Le Conseil de gérance de la Société se compose donc comme suit:

- Anthony Glasby; et
- Kris Karel John Beyens.

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014149244/20.

(140170604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Nore Acquisitions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 189.901.

In the year two thousand and fourteen, the fourteenth day of August, before Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Nore Acquisitions S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, not yet registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (the Company). The Company was incorporated on 1 August 2014 pursuant to a deed of the undersigned notary, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

There appeared:

Kildare Holdings Luxembourg S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 182789 (the Sole Shareholder),

hereby represented by Victoria Woestmann, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the attorney-in-fact of the Sole Shareholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. insertion of a new article 10 into the articles of association of the Company (the Articles) in order to insert a drag-along provision into the Articles;
2. Subsequent renumbering of the Articles in order to reflect the insertion of the new article 10 of the Articles to be adopted under item (1) of the agenda, as well as amendment of articles 6, 10 and 12 of the Articles (articles 10 and 12 being renumbered articles 11 and 13 respectively) to reflect such renumbering; and
3. miscellaneous.

II. all the 20,000 (twenty thousand) shares of the Company, having a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each, held by the Sole Shareholder and representing the entire share capital of the Company, are represented at the Meeting; the Sole Shareholder waives the convening notice, the Sole Shareholder considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it in advance.

The Meeting has taken the following resolutions:

The Meeting resolves to insert a new article 10 of the Articles in order to insert a drag-along provision into the Articles, and which shall read as follows:

“ Art. 10. Drag-along rights. If one or more shareholders holding shares representing at least 75 per cent of the share capital (each a Dragging Shareholder and together Dragging Shareholders) intend to transfer all of their shares held in the Company against cash consideration or any other consideration (including without limitation newly issued shares, a combination of cash and newly issued shares, loan notes or otherwise) to a third party (the Transferee), save for any third party that is an Affiliate of any of the Dragging Shareholders, the Dragging Shareholders shall have the right to force the transfer by all the other shareholders (and only all the shareholders) (each a Dragged Shareholder) of all (and not less than all) of their shares to the Transferee on the terms and conditions set out below.

In order to exercise their drag along rights under this article 10, (i) the Drag Along Shareholders must act jointly by unanimous consent and (ii) the Dragging Shareholders shall serve a written notice to each of the Dragged Shareholders in advance of the intended transfer (a Drag Along Notice) at the Dragged Shareholder's address set forth in the share register. If there is only one Dragging Shareholder, the use of the terms “Dragging Shareholders” shall be construed accordingly.

The Drag Along Notice shall include the intended date and hour at which the Transferee shall have received from the Dragged Shareholder the Transfer Documents signed by the Dragged Shareholder, which shall be no earlier than the same day as the day of the transfer by the Dragging Shareholders of their shares to the Transferee (the Drag-Along Completion Date). The Drag-Along Completion Date may be amended by way of a notice served by the Dragging Shareholders to a Dragged Shareholder. For the purpose of these Articles, Transfer Documents shall mean those agreements and any other documents required from the Dragged Shareholders in connection with the transfer of their shares by the Dragged Shareholders pursuant to the terms of this article 10, including, without limitation, transfer agreements, confidentiality agreement, notices of transfer, escrow agreement, or subscription letter to subscribe for newly issued shares of the Transferee, that are communicated to the Dragged Shareholders by the Dragging Shareholders at any time before the Drag-Along Completion Date (whether they are accompanying the Drag Along Notice or not). Upon receipt of the Drag Along Notice, a Dragged Shareholder shall have the obligations towards all the Dragging Shareholders to transfer all of its shares to the Transferee on terms no less favourable as shall have been agreed between the Dragging Shareholders and the Transferee on the Drag-Along Completion Date, as set out in the Transfer Documents. For that purpose, a Dragged Shareholder shall deliver to the Transferee the Transfer Documents signed by it that must be received by the Transferee on or before the Drag-Along Completion Date.

If, at the Drag Along Completion Date, a Dragged Shareholder defaults in transferring its Shares pursuant to this article 10, the Company shall be authorized to, under an irrevocable special power of attorney hereby granted by each of the Dragged Shareholders, effective as of the default by the Dragged Shareholder, in the name and on behalf of the Dragged Shareholder, execute and deliver the Transfer Documents and to execute and deliver all other documents and do all things which the Company may, at its sole discretion and on the terms determined at its sole discretion by it, consider to be necessary for the performance by the Dragged Shareholder of its obligations under this article 10, including, without limitation, the signature of the Company's registers on the Dragged Shareholder's name and behalf to record the transfer of the Shares of the Dragged Shareholder to the Transferee and the receipt by the Company of the consideration for such transfer.

Each of the Dragged Shareholders shall ratify and confirm, to the extent required, all actions carried out and all documents executed by the Company in the exercise of their special power of attorney set out in the above paragraph.

If, upon receipt of the Drag Along Notice and before the Drag Along Completion Date, a Dragged Shareholder transfers any of its shares to any person other than the Transferee, the Dragged Shareholder shall remain liable to perform the obligations arising out of the exercise of the drag along rights under this article 10 by the Dragging Shareholders and the transferee shall be jointly liable with such Dragged Shareholder and be treated as a Dragged Shareholder for the purpose of this article 10.

The liability of the Dragged Shareholders under this article 10 shall be several and not joint and several.

For the purpose of this article 10:

(a) Affiliate means in relation to any person, any Subsidiary or Ultimate Holding Company of that person and any other Subsidiary of that Ultimate Holding Company.

(b) a company is a Subsidiary of another company, its Holding Company, if that other company:

(i) holds a majority of the voting rights in it, or

(ii) is a member of it and has the right to appoint or remove a majority of its board of directors, or

(iii) is a member of it and controls alone, pursuant to an agreement with other members, a majority of the voting rights in it,

or if it is a Subsidiary of a company that is itself a Subsidiary of that other company.

(c) a company is a Wholly-Owned Subsidiary of another company if it has no members except that other and that other's wholly-owned Subsidiaries or persons acting on behalf of that other or its wholly-owned Subsidiaries.

(d) Wholly-owned Group means a body corporate and any Holding Company of which it is a Wholly-Owned Subsidiary and any other Wholly-Owned Subsidiaries of that Holding Company (including any wholly-owned Subsidiary of the body corporate)."

Second resolution

The Meeting resolves, pursuant to the insertion of the new article 10 of the Articles as a result of the first resolution above, to renumber each of the subsequent articles of the Articles (including any headings).

The Meeting further resolves to amend articles 6, 10 and 12 of the Articles (articles 10 and 12 being renumbered articles 11 and 13 respectively) to reflect such renumbering which shall henceforth read as follows:

" Art. 6. Amendments to the share capital. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholder meeting, in accordance with article 16 of these articles of association.

Art. 11. Redemption of shares. The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves and funds to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association shall apply in accordance with article 16 of these articles of association.

Art. 13. Management. The Company is managed by one or more managers. Each manager may be assigned either an A or a B signatory power. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by a decision of the general meeting of the shareholders, adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The general meeting of the shareholders may at any time and ad nutum (without cause) dismiss and replace the manager or, in case of plurality, any one of them. In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 13 have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the power of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers, and in case A and B managers have been appointed, by the joint signatures of a manager with an A signatory power and a manager with a B signatory power.

The manager, or in case of plurality of managers, any two managers, and in case A and B managers have been appointed, a manager with an A signatory power and a manager with a B signatory power jointly may sub-delegate their powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The manager, or in case of plurality of managers, the delegating manager managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In the case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members is present or represented at a meeting of the board of managers.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore, if one is appointed, by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

In the case of plurality of managers, written notice of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. A meeting of the board of managers can be convened by any manager. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the managers attending, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case the minutes shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The

date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. A meeting of the board of managers held by way of such circular resolutions is deemed to be held in Luxembourg.”

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated to be approximately at EUR 1500.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the attorney-in-fact of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the attorney-in-fact of the above appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the attorney-in-fact of the appearing party, the attorney-in-fact of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quatorzième jour du mois d'août, par devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, au Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique (l'Assemblée) de Nore Acquisitions S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois et ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, non encore enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (la Société). La Société a été constituée le 1 août 2014 conformément à un acte reçu par le notaire instrumentant, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

A comparu:

Kildare Holdings Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois et ayant son siège social au 65, rue Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 182789 (l'Associé Unique),

ci-après représenté par Victoria Woestmann, avocate, résidant professionnellement au Luxembourg, en vertu d'une procuration accordée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été paraphée ne varietur par le mandataire de l'Associé Unique et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec ledit acte auprès des autorités compétentes.

L'Associé Unique, représenté tel que décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de prendre acte de ce qui suit:

I. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Insertion d'un nouvel article 10 dans les statuts de la Société (les Statuts), afin d'y insérer une provision de «drag-along»;

2. Renumérotation des articles suivants article 10 des Statuts afin d'y refléter l'insertion du nouvel article 10, ainsi que modification des articles 6, 10 et 12 (articles 10 et 12 étant renumérotés comme articles 11 et 13 respectivement) afin d'y refléter cette renumérotation; et

3. divers.

II. Il ressort de la liste de présence que l'ensemble des 20.000 (vingt mille) parts sociales de la Société, détenues par l'Associé Unique et représentant la totalité du capital social de la Société sont dûment représentées à l'Assemblée. L'Assemblée renonce aux formalités de convocation, l'Associé Unique se considérant comme dûment convoqué et ayant une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué à l'avance.

III. l'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de d'insérer un nouvel article 10 dans les Statuts, afin d'y insérer une provision de «drag-along», de telle sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 10. Vente forcée (Drag-along).** Si un ou plusieurs associés détenant des parts sociales représentant au moins 75 pour cent du capital social de la Société (chacun un Associé Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée et ensemble Associés Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée (Dragging Shareholder)) ont l'intention de céder toutes leurs parts détenues dans la Société en contrepartie d'un paiement en numéraire ou tout autre paiement (y compris, sans restriction, de parts sociales nouvellement émises, une combinaison de paiement en numéraire et de parts sociales nouvellement émises, de titres d'emprunt ou autres) à un tiers (le Bénéficiaire), à l'exception d'un tiers qui est un Affilié d'un des Associés Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée, les Associés Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée ont le droit de forcer le transfert de toutes (et pas moins que de toutes) les parts sociales détenues par les autres associés (chacun un Associé Tenu de Céder) au Bénéficiaire sous les modalités et conditions décrites ci-dessous.

Afin d'exercer leurs droits de vente forcée sous cet article 10, (i) les Associés «Drag-Along» doivent agir par accord unanime et (ii) les Associés Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée doivent notifier les Associés Tenus de Céder par écrit en avance du transfert prévu (la Notification de Cession (Drag-Along Notice)), envoyé à l'adresse de l'Associé Tenu de Céder incluse dans le registre des associés. S'il n'y a qu'un seul Associé Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée, le terme des «Associés Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée» est à modifier en conséquence.

La Notification de Cession doit inclure les date et heure prévue à laquelle le Bénéficiaire aura reçu de la part de l'Associé Tenu de Céder les Documents de Transfert signés par lui, qui ne sera pas plus tôt que le jour même du transfert par l'Associé Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée de ses parts sociales au Bénéficiaire (la Date de Réalisation). La Date de Réalisation peut être modifiée par voie de notice écrite envoyée par l'Associé Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée à l'Associé Tenu de Céder. Pour les besoins de ces Statuts, Documents de Transfert désigne les accords et tout autre document requis par les Associés Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée en rapport avec le transfert des parts sociales par les Associés Tenus de Céder en conformité avec cet article 10, y compris, sans restriction, contrats de transfert, contrats de confidentialité, notices de transfert, conventions de dépôt, ou des lettres de souscription pour souscrire à des parts sociales nouvellement émises du Bénéficiaire, qui sont communiquées aux Associés Tenus de Céder à tout moment avant la Date de Réalisation (envoyés ensemble avec la Notification de Cession ou non).

Après réception de la Notification de Cession, un Associé Tenu de Céder à l'obligation envers tous les Associés Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée de transférer la totalité de ses parts sociales au Bénéficiaire à des conditions pas moins favorables que celles convenues entre les Associés Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée et le Bénéficiaire à la Date de Réalisation, tel qu'il est décrit dans les Documents de Transfert. A cet effet, un Associé Tenu de Céder doit envoyer les Documents de Transfert signés par lui, qui doivent être reçus par le Bénéficiaire avant ou à la Date de Réalisation.

Si, à la Date de Réalisation, un Associé Tenu de Céder fait défaut de transférer ses parts sociales conformément à cet article 10, la Société est autorisée, par un pouvoir spécial et irrévocable donné par chacun des Associés Tenus de Céder, au nom et pour le compte de l'Associé Tenu de Céder, de compléter et envoyer les Documents de Transfert et tous les autres documents et de faire toute chose que la Société pourra, à sa seule discrétion et à des termes déterminés par elle-même, considérer comme étant nécessaire à la performance par l'Associé Tenu de Céder de ses obligations sous cet article 10, y compris, sans restriction, la signature des registres de la Société au nom de l'Associé Tenu de Céder et d'enregistrer le transfert des parts sociales de l'Associé Tenu de Céder au Bénéficiaire et la réception par la Société d'une contrepartie d'un tel transfert.

Chacun des Associés Tenus de Céder doit ratifier et confirmer, dans la mesure requise, tous les actions complétés et tous les documents exécutés par la Société dans l'exercice de son pouvoir spécial décrit dans le paragraphe ci-dessus.

Si, à la réception de la Notification de Cession et avant la Date de Réalisation, un Associé Tenu de Céder transfère une partie de ses parts sociales à toute autre personne que le Bénéficiaire, l'Associé Tenu de Céder reste responsable pour compléter les obligations résultant de l'exercice des droits de vente forcée sous cet article par l'Associé Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée et le bénéficiaire de ce transfert sera conjointement responsable avec cet Associé Tenu de Céder et sera traité comme Associé Tenu de Céder pour les besoins de cet article 10.

La responsabilité de l'Associé Tenu de Céder sous cet article 10 est conjointe, et non conjointe et solidaire.

Pour les besoins de cet article 10:

(a) Affilié désigne en relation de toute personne, toute Filiale ou Société Mère de cette personne ou toute autre Filiale de cette Société Mère.

(b) une société est une Filiale d'une autre société, sa Société Mère, si cette autre société:

(i) détient une majorité des droits de vote dans la société, ou
(ii) est un membre de la société et a le droit de nommer ou révoquer une majorité de son conseil de gérance, ou
(iii) est un membre de la société et contrôle seule, à la suite d'une convention avec d'autres membres, une majorité de ses droits de vote, ou si elle est la Filiale d'une société qui est elle-même une filiale de cette autre société.

(c) une société est une Filiale en Propriété Exclusive d'une autre société si elle n'a pas de membres à l'exception de cet autre et sa Filiale en Propriété Exclusive agissant au nom et pour le compte de cet autre ou ses filiales en propriété exclusive.

(d) Groupe en Propriété Exclusive désigne une personne morale et toute Société Holding de laquelle elle est une Filiale en Propriété Exclusive et toute autre Filiale en Propriété Exclusive de cette Société Holding (y compris toute filiale en propriété exclusive de cette personne morale).»

Deuxième résolution

L'Assemblée décide, suivant l'insertion du nouvel article 10 des Statuts résultant de la première résolution ci-dessus, de modifier et renuméroter chacun des articles suivant l'article 10 des Statuts (y compris toutes les titres).

L'Assemblée décide également de modifier les articles 6, 10 et 12 des Statuts (les articles 10 et 12 étant renumérotés en articles 11 et 13 respectivement) afin d'y refléter cette renumérotation, de sorte qu'ils auront désormais la teneur suivante:

« **Art. 6. Modification du capital social.** Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 16 des présents statuts.

Art. 11. Rachat de parts sociales. La Société pourra acquérir ses propres parts sociales pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves distribuables ou des fonds suffisants.

L'acquisition et la disposition par la Société de parts sociales détenues par elle dans son propre capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par une assemblée générale de l'associé unique/des associés. Les exigences de quorum et de majorité applicables aux modifications des statuts en vertu de l'article 16 des statuts sont d'application.

Art. 13. Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. A chaque gérant peut être attribué soit un pouvoir de signature A, soit un pouvoir de signature B. Si plusieurs gérants ont été désignés, ils formeront un conseil de gérance. Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée générale des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

L'assemblée générale des associés peut à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) révoquer et remplacer le gérant, ou si plusieurs gérants ont été nommés, n'importe lequel des gérants.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 13.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence du conseil de gérance.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants quelconques et, en présence de gérants A et B, par la signature conjointe d'un gérant ayant un pouvoir de signature A et un gérant ayant un pouvoir de signature B.

Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, tout gérant ou, en présence de gérants A et B, un gérant ayant un pouvoir de signature A et un gérant ayant un pouvoir de signature B conjointement, pourront déléguer leurs compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, les gérants qui délèguent détermineront la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si le mandat est rémunéré), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

En cas de pluralité de gérants, les décisions du conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée lors de la réunion du conseil de gérance.

Un président pro tempore du conseil de gérance peut être désigné par le conseil de gérance pour chaque réunion du conseil de gérance de la Société. Le président, si un président a été désigné, présidera la réunion du conseil de gérance pour laquelle il aura été désigné. Le conseil de gérance désignera un président pro tempore par vote de la majorité des gérants présents ou représentés lors du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou télécopie ou courriel (e-mail), au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. Une réunion du conseil de gérance pourra être convoquée par tout gérant. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au conseil de gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par télécopie ou courriel (e-mail) un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion d'être identifiés et de délibérer. La participation d'un gérant à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication auquel est fait référence ci-dessus sera considérée comme une participation en personne à la réunion et la réunion sera censé avoir été tenue au siège social. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par les gérants présents au conseil de gérance, ou par le président du conseil de gérance, si un président a été désigné. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil de gérance sans exception. La date d'une telle décision circulaire sera la date de la dernière signature. Une réunion du conseil de gérance tenue par voie circulaire sera considérée comme ayant été tenue à Luxembourg.»

Estimation des coûts

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société ou pour lesquels elle est responsable, en conséquence du présent acte, sont estimés approximativement à EUR 1500.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête du mandataire de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française; à la requête dudit mandataire de la partie comparante, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé en date des présentes, au Grand-Duché de Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire l'original du présent acte.

Signé: V. Woestmann et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 22 août 2014. Relation: LAC/2014/39362. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Référence de publication: 2014147594/332.

(140167810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Power Group Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 17.500,00.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 6-8, Op der Ahlkärrech.

R.C.S. Luxembourg B 187.952.

In the year two thousand fourteen, on the first of August.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

Power Group Investments AG, a company existing and organized under the laws of Switzerland, having its registered office at Neuhoferstrasse 21, CH-6340 Baar and registered with the Handelsregisteramt of the canton Zug under number CHE-496.970.775,

here represented by Mr Richard KOHL, manager, residing professionally at 6-8, Op der Ahlkärrech, L-6776 Grevenmacher, pursuant to a proxy given under private seal in Baar, Switzerland on July 31st, 2014.

Which proxy after having been initialled "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record that:

I. He is the sole shareholder of Power Group Investments S.à r.l., a société à responsabilité limitée having its registered office at 6-8, Op der Ahlkärrech, L-6776 Grevenmacher, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 187.952 incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on June 11th, 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Company"). The articles of association have not yet been amended since.

II. The agenda of the Meeting is worded as follows:

Agenda

1. Cancellation of the nominal value of the shares;
2. Conversion of the Company's share capital, from Euro currency into United States Dollar currency, on the basis of the exchange rate displayed on the official website of the European Central Bank (www.ecb.int) on June 11th, 2014, according to which one euro (EUR 1) is the equivalent to one point thirty-five forty-seven United States Dollars (USD 1.3547),

so that the amount of the share capital of the Company will be fixed at sixteen thousand nine hundred thirty-three United States Dollars and seventy-five cents (USD 16,933,75);

3. Increase of the share capital of the Company by a contribution in cash of an amount of five hundred sixty-six United States Dollars and twenty-five cents (USD 566.25), so as to raise it up to seventeen thousand five hundred United States Dollars (USD 17,500), without issue of new shares;

4. Amendment of article 5.1 of the Articles of Association to reflect the hereabove changes; and

5. Miscellaneous.

Now, therefore, the appearing party has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to cancel the nominal value of the twelve thousand five hundred (12.500) shares of the Company.

Second resolution

The sole shareholder decides to convert with effect as of June 11th, 2014 the share capital of the Company from its current currency expressed in Euro currency (EUR) into the United States Dollar currency (USD) on the basis of the exchange rate displayed on the official website of the European Central Bank (www.ecb.int) on June 11th, 2014, according to which one euro (EUR 1) is the equivalent to one point thirty-five forty-seven United States Dollars (USD 1.3547). The amount of the share capital of the Company will consequently be fixed at sixteen thousand nine hundred thirty-three United States Dollars and seventy-five cents (USD 16,933,75) represented by twelve thousand five hundred shares (12,500) without any nominal value.

Third resolution

The sole shareholder decides to increase the share capital of the Company by a contribution in cash, by an amount of five hundred sixty-six United States Dollars and twenty-five cents (USD 566.25) to seventeen thousand five hundred United States Dollars (USD 17,500) without issuance of new shares, but by increasing the par-value of each share.

The total amount of the increase, being five hundred sixty-six United States Dollars and twenty-five cents (USD 566.25) has been allocated to the share capital account of the Company.

The proof of the existence and of the value of the Contribution in cash has been produced to the undersigned notary.

Fourth resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the sole shareholder decides to amend article 5.1 of the Articles of Association and to give it the following wording:

“ Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at seventeen thousand five hundred United States Dollars (USD 17,500) represented by twelve thousand five hundred (12.500) shares in registered form without any nominal value.”

Estimate of costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present, is approximately one thousand seven hundred euro (EUR 1,700).

There being no further business, the meeting was thereupon adjourned.

The undersigned notary, who knows and understands English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a German version and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am ersten August.

Vor dem unterzeichneten Maître Martine SCHAEFFER, Notar mit Amtssitz in Luxembourg.

IST ERSCHIENEN:

Power Group Investments AG, eine Gesellschaft schweizerischen Rechts, mit Sitz in Neuhofstrasse 21, CH-6340 Baar und eingetragen im Handelsregisteramt des Kantons Zug unter der Nummer CHE-496.970.775,

hier vertreten durch Herrn Richard KOHL, Geschäftsführer, beruflich wohnhaft in 6-8, Op der Ahlkärrech, L-6776 Grevenmacher, gemäß einer privatschriftlich erteilten Vollmacht gegeben in Baar, Schweiz am 31. Juli 2014.

Welche Vollmacht die von dem Erschienenen und der unterzeichnenden Notarin "ne varietur" unterzeichnet wurde, bleibt dieser Urkunde beigelegt um sie, zusammen mit dieser bei der zuständigen Registerstelle einzureichen.

Der alleinige Gesellschafter hat den unterzeichneten Notar ersucht, folgendes festzuhalten:

I. Er ist der alleinige Gesellschafter von Power Group Investments S.à r.l., einer société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) unter luxemburgischem Recht, mit Sitz in 6-8, Op der Ahlkärrech, L-6776 Grevenmacher, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter Nummer B 187.952, gegründet am 11. Juni 2014 gemäß einer Urkunde des unterzeichneten Notars, im Zuge der veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (die „Gesellschaft“). Die Satzung der Gesellschaft wurde seither noch nicht abgeändert.

II. Die Tagesordnung der Versammlung ist wie folgt:

1. Abschaffung des Nominalwertes der Anteile“;

2. Umwandlung des Gesellschaftskapital von der Euro Währung in die United States Dollar Währung, gemäß dem auf der offiziellen Webseite der Europäischen Zentralbank (www.ecb.int) angegebenen Wechselkurs vom 11. Juni 2014, laut welchem ein Euro (1.- EUR) ein Komma drei fünf vier sieben United States Dollar (1,3547 USD) entspricht,

so dass der Betrag des Gesellschaftskapitals von nun an auf sechszehntausend neunhundert dreiunddreißig United States Dollar und fünfundsiebzig Cents (16.933,75 USD) festgesetzt wird;

3. Erhöhung des Gesellschaftskapitals, durch eine Bareinlage, um fünfhundert sechszehn United States Dollar und fünfundzwanzig Cents (566,25 USD), um es auf siebzehntausend fünfhundert United States Dollar (17.500.- USD) anzuheben, ohne Ausgabe neuer Anteile;

4. Abänderung von Artikel 5.1 der Satzung der Gesellschaft um oben angegebene Änderungen wiederzugeben; und

5. Verschiedenes.

Sodann hat die erschienene Partei den unterzeichneten Notar ersucht folgende Beschlüsse zu beurkunden:

Erster Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt den Nominalwert der zwölftausend fünfhundert (12.500) Anteile der Gesellschaft abzuschaften.

Zweiter Beschluss

Der alleinige Geschäftsführer beschließt, mit Wirkung zum 11. Juni 2014, das Gesellschaftskapital von der Euro Währung in die United States Dollar Währung, umzuwandeln, gemäß dem auf der offiziellen Webseite der Europäischen Zentralbank (www.ecb.int) angegebenen Wechselkurs vom 11. Juni 2014, laut welchem ein Euro (1.- EUR) ein Komma drei fünf vier sieben United States Dollar (1,3547 USD) entspricht. Der Betrag des Gesellschaftskapitals wird dementsprechend von nun an auf sechszehntausend neunhundert dreiunddreißig United States Dollar und fünfundsiebzig Cents (16.933,75 USD) festgesetzt, eingeteilt in zwölftausend fünfhundert (12.500) Anteile ohne Nennwert.

Dritter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt das Gesellschaftskapital, durch eine Bareinlage, um fünfhundert sechszehn United States Dollar und fünfundzwanzig Cents (566,25 USD) zu erhöhen, um es auf siebzehntausend fünfhundert United States Dollar (17.500.- USD) anzuheben, ohne Ausgabe neuer Anteile, jedoch durch Erhöhung des Nennbetrages der Anteile.

Der Gesamtbetrag der Kapitalerhöhung von fünfhundert sechszehn United States Dollar und fünfundzwanzig Cents (566,25 USD) wurde dem Stammkapital der Gesellschaft zugewiesen.

Der Beweis des Bestehens sowie des Wertes der Bareinlage wurde dem unterschreibenden Notar erbracht.

Vierter Beschluss

In Folge der vorgehenden Beschlüsse, beschließt der alleinige Gesellschafter Artikel 5.1 der Satzung der Gesellschaft abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

„ Art. 5. Kapital.

5.1. Das Stammkapital beträgt siebzehntausend fünfhundert United States Dollar (17.500.- USD), eingeteilt in zwölftausend fünfhundert (12.500) Anteile in registrierter Form, ohne Nominalwert.“

Kosten

Die Kosten, Ausgaben und Gebühren jeglicher Art, die der Gesellschaft entstehen oder ihr in Zusammenhang mit der vorliegenden Urkunde in Rechnung gestellt werden, belaufen sich auf ungefähr eintausend siebenhundert Euro (1.700.- EUR).

Da es keine weiteren Tagesordnungspunkte zu besprechen gibt, wird die Versammlung geschlossen.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache versteht, bestätigt, dass auf Verlangen der erscheinenden Partei, die Urkunde auf Englisch verfasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, und dass im Falle von Diskrepanzen die englische Version bindend sein soll.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannten, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: R. Kohl et M. Schaeffer

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 6 août 2014. Relation: LAC/2014/37256. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Référence de publication: 2014147629/144.

(140168064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Sarabel Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7610 Larochette, 18, place Bleech.

R.C.S. Luxembourg B 166.130.

Les comptes annuels au 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014149663/9.

(140170502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Sécurité Services Installation Luxembourg SSI Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5718 Aspelt, 7, rue de Frisange.

R.C.S. Luxembourg B 109.128.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014149660/9.

(140170271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Belair Business Offices S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 32.000,00.

Siège social: L-7257 Walferdange, 2, Millewee.

R.C.S. Luxembourg B 149.137.

EXTRAIT

En date du 1^{er} Septembre 2014, les actionnaires de la société ont pris la résolution d'attribuer le mandat de commissaire aux comptes à la société Mayfair Audit S.à r.l., ayant son siège social au 2, Millewee; L-7257 Walferdange, numéro RCSL B189.753, en remplacement de Bel Bond S.A., avec effet immédiat et qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuel des actionnaires qui se tiendra en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Walferdange.

Un administrateur

Référence de publication: 2014149336/16.

(140170381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

30 AGVH 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 190.451.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth day of September.

Before us, Maître Martine SCHAEFFER, Notary residing in Luxembourg City.

THERE APPEARED:

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG, société anonyme a company incorporated under the law of Luxembourg, having its registered office at 38, boulevard Joseph II, L- 1840 LUXEMBOURG. registered with the Luxembourg Trade Register under number B34.978.

here represented by Jacques Reckinger, born in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on 14 March 1965, with professional address at 40, boulevard Joseph II, L-1840, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy signed "ne varietur" by the attorney and the undersigned notary will remain attached to the present deed, in order to be recorded with it.

The appearing party represented as stated above has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the private limited liability company is "30 AGVH 1 S.à r.l." (the "Company"). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the "Law"), and these articles of association (the "Articles").

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers (the "Board"). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the members, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever and realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of intellectual property rights of any nature or origin whatsoever. It may open branches in Luxembourg and abroad.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may acquire participations in loans and/or lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company which form part of the group of companies to which the Company belongs. It may also grant assistance by way of loans, guarantees and grant securities interest in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company which form part of the group of companies to which the Company belongs. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

3.3. The Company may employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may generally carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several members.

II. Capital - Corporate units

Art. 5. Capital.

5.1. The corporate capital is set at twelve thousand and five hundred Euros (EUR 12,500), represented by twelve thousand and five hundred (12,500) corporate units in registered form, having a nominal value of one Euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The corporate capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the members, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

5.3. The Company may set up a share premium account into which any premium paid on any corporate units is transferred. The share premium is at the free disposal of the members.

Art. 6. Corporate units.

6.1. The corporate units are indivisible and the Company recognizes only one (1) owner per corporate unit. In case of joint ownership on one or several corporate unit(s) the members shall designate one (1) owner by corporate unit.

6.2. Corporate units are freely transferable among members.

Where the Company has a sole member, corporate units are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one member, the transfer of corporate units (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the members representing at least three-quarters (3/4) of the corporate capital.

The transfer of corporate units by reason of death to third parties must be approved by the members representing at least three-quarters (3/4) of the rights owned by the survivors.

A corporate unit transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of members is kept at the registered office and may be examined by each member upon request.

6.4. The Company may redeem its own corporate units provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's corporate capital.

6.5. Where there is more than one class of corporate units and the resolution of the general meeting is such as to change the respective rights thereof, the resolution must, in order to be valid, fulfil the conditions as to attendance and majority with respect to each class for the amendment of the Articles.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the members, which sets the term of their office. The managers need not be members.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the members.

Art. 8. Board of managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers (the "Board"). The member(s) may decide to qualify the appointed managers as category A managers (the "Category A Managers") and category B managers (the "Category B Managers").

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the member(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

(iii) The Board may from time to time sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be member(s) or manager(s) of the Company. The Board will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

8.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can deliberate or act validly only if a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers, including at least one Category A Manager and one Category B Manager in the case that the member(s) has(have) qualified the managers as Category A Managers and Category B Managers. Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting, including at least one vote of a Category A Manager and one vote of a Category B Manager in the case that the member(s) has(have) qualified the managers as Category A Managers and Category B Managers.

(vi) The resolutions of the meeting of the Board are taken in written form and reported on minutes. Such minutes are signed by all the managers present.

(vii) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held. The meeting will be dated as at the date of the holding. The decision will also be valid as the date of the holding. The minutes will be signed later by the manager participating to the Board by such means.

(viii) Circular resolutions signed by all the managers (the "Managers Circular Resolutions"), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the sole signature of any manager or the joint signature of any Category A Manager and any Category B Manager of the Company in the case that the member(s) has (have) qualified the managers as Category A Managers and Category B Managers or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with articles 8.1. (ii) and 8.3 (ii) of these Articles.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager.

9.1 If the Company is managed by a sole manager, any reference in the Articles to the Board or the managers is to be read as a reference to such sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 10. Liability of the managers. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Member(s)

Art. 11. General meetings of members and Members circular resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the members are adopted at a general meeting of members (the “General Meeting”) or by way of circular resolutions (the “Members Circular Resolutions”) in case the number of members of the Company is less or equal to twenty-five.

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Members Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the members, in accordance with the Articles. In such case, each Member shall give his vote in writing. If passed, Members Circular Resolutions are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each corporate unit entitles to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The members are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or members representing more than one-half (1/2) of the corporate capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all members at least eight (8) calendar days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the members are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A member may grant a written power of attorney to another person, whether or not a member, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Members Circular Resolutions are passed by a majority (in number) of members owning more than three-quarters (3/4) of the corporate capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the members are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Members Circular Resolutions by a qualified majority of at least three-quarters (3/4) of the votes cast, regardless of the proportion of the corporate capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of members owning at least three-quarters (3/4) of the corporate capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a member’s commitment in the Company require the unanimous consent of the members.

Art. 12. Sole member.

12.1. Where the number of members is reduced to one (1), the sole member exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the members and the General Meeting or to Members Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole member or the resolutions of the latter, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole member are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and Approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1st) of January of each year and ends on the thirty-first (31) of December of the same year.

13.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing the Company's commitments and the debts of the manager(s) and members towards the Company.

13.3. Each member may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Members Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

13.5. In case the number of members of the Company exceeds twenty-five (25), the annual General Meeting shall be held each year on the third Tuesday of June each year at 3.00 pm at the registered office of the Company, and if such day is not a day on which banks are opened for general business in the city of Luxembourg (i.e. a "Business Day"), on the next following Business Day at the same time and place.

Art. 14. Commissaire - Réviseurs d'entreprises.

14.1. In case the number of members of the Company exceeds twenty-five (25), the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) (commissaire(s)), who may or may not be members.

14.2. The operations of the Company are supervised by one or several independent auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)), when so required by law.

14.3. The members appoint the statutory auditor (commissaire), if any and independent auditor (réviseur d'entreprises agréé), if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The statutory auditor (commissaire) and the independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) may be reappointed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the corporate capital.

15.2. The members determine how the balance of the annual net profits is disposed of. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) interim accounts are drawn up by the Board;
- (ii) these interim accounts show that sufficient profits and other available reserves (including share premium) are available for distribution; and
- (iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16.

16.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the majority (in number) of members owning at least three-quarters (3/4) of the corporate capital. The members appoint one or several liquidators, who need not be members, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the members, the liquidators have the broadest powers to realize the assets and pay the liabilities of the Company.

16.2. The surplus after the realization of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the members in proportion to the corporate units held by each of them.

VII. General provisions

Art. 17.

17.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Members Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfill all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions or the Members Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the Law and, subject to any non waiver provisions of the law, any agreement entered into by the members from time to time.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2014.

Subscription and Payment

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG, société anonyme, pre-named, subscribes twelve thousand five hundred (12,500) corporate units.

The amount of twelve thousand and five hundred Euros (EUR 12,500) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1400.

Resolutions of the members

Immediately after the incorporation of the Company, the sole member of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The following person is appointed as manager of the Company for an indefinite period:

Jacques Reckinger, prenamed as sole manager of the Company.

2. The registered office of the Company is set at 40, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that, on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix-neuf septembre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg-Ville.

A COMPARU:

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG, société anonyme, une société constituée sous les lois de Luxembourg, ayant son siège social à 38, boulevard Joseph II, L- 1840 LUXEMBOURG, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 34.978,

ici représentée par Jacques Reckinger, né à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 14 March 1965, résidant professionnellement au 40, boulevard Joseph II, L-1840, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

La partie comparante, représentée comme établi ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle constitue par la présente:

I. Dénomination - Siège social - Objet- Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société à responsabilité limitée est "30 AGVH 1 S.à r.l." (la «Société»). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance (le «Conseil»). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et

l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée et les réaliser au moyen de ventes, de transferts, d'échanges, ou de quelque manière que ce soit. Elle pourra participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit. Elle pourra créer des succursales à Luxembourg et à l'étranger.

3.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle pourra procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra acquérir des participations dans des prêts et/ou prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société. Elle pourra également prêter assistance, par voie de prêt, de garanties et de sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société. La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

3.3. La Société pourra employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre le risque crédit, le risque de change, de fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société pourra, d'une manière générale, réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, qui lui sembleront nécessaires à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2 La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (12.500 EUR), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un Euro (1 EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

5.3 La société peut mettre en place un compte de prime d'émission sur lequel sont transférées toutes les primes payées sur les parts sociales. La prime d'émission est à la libre disposition des associés.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale. En cas d'indivision sur une ou plusieurs part(s) sociale(s) les associés désigneront un (1) propriétaire par part sociale.

6.2 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

La cession de parts sociales à un tiers par suite du décès doit être approuvée par les associés représentant les trois-quarts (3/4) des droits détenus par les survivants.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3 Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4 La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

6.5 Lorsqu'il existe plusieurs catégories de parts sociales et que la délibération de l'assemblée générale est de nature à modifier leurs droits respectifs, la délibération doit, pour être valable, réunir dans chaque catégorie les conditions de présence et de majorités requises pour la modification des statuts.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas obligatoirement être associés.

7.2 Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le «Conseil»). Les associés peuvent décider de nommer les gérants en tant que gérant(s) de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») et gérant(s) de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»).

8.1 Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

(iii) Le Conseil peut ponctuellement subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, le(s)quel(s) peut (peuvent) ne pas être associé(s) ou gérant(s) de la Société. Le Conseil détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de ce(s) agent(s), la durée de son/leur mandat(s) ainsi que toutes autres conditions de son/leur mandat(s).

8.2 Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixées dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, comprenant au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B si les gérants sont nommés en tant que Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, comprenant au moins un vote d'un Gérant de Catégorie A et un vote d'un Gérant de Catégorie B si les gérants sont nommés en tant que Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B.

(vi) Les résolutions de la réunion du Conseil sont prises par écrit et inscrites sur un procès-verbal. Ce procès-verbal est signé par tous les gérants présents.

(vii) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue. La réunion du Conseil sera datée à la date de sa tenue. Les résolutions seront également valables au jour de la réunion. Le procès-verbal sera signé plus tard par le gérant participant au Conseil par de tels moyens.

(viii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les «Résolutions Circulaires des Gérants») sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3 Représentation

(i) La Société sera engagée, en tout circonstance, vis-à-vis des tiers par la signature seule de tout gérant, ou les signatures conjointes d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B si les gérants sont nommés en tant que Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B, ou par les signatures conjointes ou la signature unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément aux articles 8.1. (ii) et 8.3 (ii) des Statuts.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Gérant unique.

9.1 Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2 La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3 La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.

11.1 Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'«Assemblée Générale») ou par voie de résolutions circulaires (les «Résolutions Circulaires des Associés») dans le cas où le nombre d'associés est égal ou moindre que vingt-cinq (25).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Dans un tel cas, chaque associé doit donner son vote par écrit. Si elles sont adoptées, les Résolutions Circulaires des Associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2 Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois quarts (3/4) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité qualifiée de trois-quarts (3/4) au moins des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1 Si le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2 Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3 Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

13.1 L'exercice social commence le premier (1^{er}) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de la même année.

13.2 Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4 Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

13.5 Lorsque le nombre d'associés de la Société excède vingt-cinq (25) associés, l'Assemblée Générale annuelle doit se tenir chaque année le troisième mardi du mois de juin à 15.00 heures au siège social de la Société, et si ce jour n'est pas un jour ouvrable pour les banques à Luxembourg (un «jour Ouvrable»), le jour Ouvrable suivant à la même heure et au même lieu.

Art. 14. Commissaire - Réviseurs d'entreprises.

14.1 Lorsque le nombre d'associés de la Société excède vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaire(s), qui peuvent être associés ou non.

14.2 Les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s), dans les cas prévus par la loi.

14.3 Les associés devront nommer le(s) commissaire(s)/réviseur(s) d'entreprises agréé(s) et déterminer leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne pourra dépasser six (6) ans. Le(s) commissaire(s) / réviseur(s) d'entreprises agréé(s) pourront être réélus.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social.

15.2 Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter.

15.3 Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;
- (ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves disponibles (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; et
- (iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires.

VI. Dissolution - Liquidation**Art. 16.**

16.1 La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales**Art. 17.**

17.1 Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2 Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants ou des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4 Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2014.

Souscription et Libération

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG, société anonyme, prénommée, souscrit douze mille cinq cents (12.500) parts sociales.

Le montant de douze mille cinq cents Euros (12.500 EUR) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant, qui le confirme expressément.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à EUR 1400.

Résolutions des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. La personne suivante est nommée gérant de la Société pour une durée indéterminée:

Jacques Reckinger, prénommé, comme Gérant unique de la Société.

2. Le siège social de la Société est établi au 40 boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

FAIT ET PASSÉ à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: J. Reckinger et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 septembre 2014. LAC/2014/44116. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Référence de publication: 2014149220/531.

(140170031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Danieli Banking Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 126, rue Cents.

R.C.S. Luxembourg B 59.765.

L'AN DEUX MILLE QUATORZE, LE ONZE SEPTEMBRE.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redangesur-Attert, soussignée.

S'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme de droit luxembourgeois, dénommée «DANIELI BANKING CORPORATION S.A.», ayant son siège social au 126, rue Cents, L-1319 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, à la section B et sous le numéro 59.765, (la «Société»), constituée sous la dénomination sociale de «DANFLAT INTERNATIONAL S.A.» suivant acte reçu en date du 18 juin 1997 par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, agissant en remplacement de Maître Frank BADEN, alors notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 534 du 30 septembre 1997, page 25625.

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois en date du 23 décembre 2013, suivant acte reçu par le notaire instrumentant, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 345 du 7 février 2014, page 16533.

La société a un capital social de EUR 400.000.000,- (quatre cents millions d'euros), représenté par 2.000.000 (deux millions) d'actions ordinaires d'une valeur nominale d'EUR 100,- (cent euros) chacune et par 2.000.000 (deux millions) d'actions privilégiées sans droit de vote obligatoirement rachetables («MRPS») d'une valeur nominale d'EUR 100,-(cent euros) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

L'assemblée est présidée par Monsieur Thierry FLEMING, dirigeant d'entreprises, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Florence CALAMARI, employée privée, demeurant professionnellement au 126, rue Cents, L-1319 Luxembourg.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Madame Vania BARAVINI, dirigeant d'entreprises, demeurant professionnellement au 126, rue Cents, L-1319 Luxembourg.

Les actionnaires présents à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau et signée par les représentants légaux des actionnaires présents, les membres de l'assemblée déclarent se référer. Ladite liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les parties et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Ensuite, le président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que toutes les 2.000.000 (deux millions) d'actions ordinaires et 2.000.000 (deux millions) d'actions privilégiées sans droit de vote obligatoirement rachetables («MRPS»), représentatives de l'intégralité du capital social de EUR 400.000.000,- (quatre cents millions d'euros), sont présentes à la présente assemblée, laquelle en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les différents points portés à l'ordre du jour, sans convocation préalable.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Clarification sur la lecture de l'article 5 alinéa 6 des statuts afin de confirmer que le mode de disposition de la prime d'émission attachée aux actions privilégiées sans droit de vote obligatoirement rachetables («MRPS») par voie de remboursement en faveur des détenteurs des MRPS n'est pas exclu et ratification des décisions prises par l'assemblée générale extraordinaire du 8 janvier 2014 à l'égard de la prime d'émission réservée aux MRPS existantes;

2. Modification conséquente dans l'article 5 des statuts eu égard à la disposition de la prime d'émission attachées aux MRPS, en langue française et en langue anglaise, comme suit:

en version française:

« **Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à EUR 400.000.000,- (quatre cents millions d'euros) représenté par:

- 2.000.000 (deux millions) d'actions ordinaires d'une valeur nominale d'EUR 100,- (cent euros) chacune, et par
- 2.000.000 d'actions privilégiées sans droit de vote obligatoirement rachetables («MRPS») d'une valeur nominale d'EUR 100,- (cent euros) chacune.

La société peut également créer et émettre dans les limites de l'article 44 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, des actions privilégiées sans droit de vote obligatoirement rachetables ayant une valeur nominale EUR 100 (cent euros) chacune (les actions sans droit de vote obligatoirement rachetables, les «MRPS»), qui avec les Actions Ordinaires sont collectivement définies ci-après comme les «Actions», et individuellement une «Action», sauf disposition contraire des présentes). Les droits et obligations respectifs attachés à chaque catégorie d'Actions sont présentés ci-dessous. Les détenteurs d'Actions sont ensemble définis comme les «Actionnaires» et la propriété des Actions sera attestée par leur inscription dans le registre des actionnaires de la société.

Chaque Action Ordinaire a droit à une voix. Les MRPS n'ont pas de droit de vote, à moins d'une disposition contraire dans la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Toutes les Actions sont entièrement libérées.

Complémentairement au capital social, il pourra être établi un ou plusieurs comptes de prime d'émission, sur lesquels, outre toute prime d'émission payée pour toute action ordinaire souscrite, toute prime d'émission payée pour toute MRPS souscrite sera versée. Le montant dudit/desdits compte(s) de prime d'émission sera laissé à la disposition des Actionnaires conformément à ces Statuts. Le détenteur de MRPS pourra se prévaloir exclusivement de tous les droits attachés à la prime d'émission (le cas échéant) payée pour la souscription de MRPS.

Toutefois les primes d'émission payées pour des MRPS seront allouées à des comptes de primes d'émission spécifiques, comme suit:

- toute prime d'émission payée pour des MRPS sera allouée dans un compte de prime d'émission d'Actions privilégiées sans droit de vote obligatoirement rachetables (le «Compte de Prime d'Emission de MRPS») et une telle prime d'émission restera attachée aux MRPS pour lesquelles la prime d'émission a été payée.

- Il ne pourra en être disposé qu'en cas de rachat des MRPS concernées et/ou de remboursement en faveur des détenteurs des MRPS. La décision de rachat et/ou de remboursement de cette prime d'émission sera prise par l'assemblée générale des actionnaires statuant à la majorité simple.

Toutes les MRPS sont émises sous la forme d'Actions rachetables au sens de l'article 49-8 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, sans préjudice aux dispositions de l'article 49-8 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, y compris, notamment en ce qui concerne le fait que le rachat des MRPS ne peut être fait qu'au moyen de sommes disponibles à la distribution conformément à l'article 72-1 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (fonds distribuables, y compris les réserves extraordinaires établies avec les fonds reçus par la société comme prime d'émission ou produits d'une nouvelle émission faite aux fins du rachat).»

et en version anglaise

“ **Art. 5.** The subscribed capital of the Company is fixed at EUR 400,000,000.- (four hundred million Euro) represented by

- 2,000,000 (two million) ordinary shares of a par value of EUR 100.- (one hundred Euro) each;
- 2,000,000 (two million) mandatory redeemable preferred shares (“MRPS”) without voting rights of a par value of EUR 100.- (one hundred Euro) each.

The Company may as well create and issue, within the limits of article 44 and the following, in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, mandatory redeemable preferred shares (“MRPS”) without

voting rights of a par value of EUR 100.- (one hundred Euro) each, collectively referred to hereafter, together with the Ordinary Shares, as the "Shares", and individually as "Share", (safe otherwise disposed by the present article). The respective rights and obligations related to each category of Shares are set out here below. The holders of Shares are collectively referred to as the "Shareholders" and the ownership of the Shares shall be attested by their registration in the Company's share register.

Each Ordinary Share entitles to the casting of one vote. The MRPS are not entitled to the casting of a vote, safe otherwise disposed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

All the Shares are entirely paid-up.

Complementary to the corporate capital, one or more Share Premium Accounts can be set up, and any share premium paid for any MRPS subscribed shall be lodged on said account(s). The amount of this/these Share Premium Accounts shall be at the disposal of the Shareholders in accordance with these articles. The holder of MRPS may assert exclusively all his rights related to the share premium (if any) paid for the subscription of the MRPS.

Nevertheless the share premiums paid for the MRPS will be allocated to specific share premium accounts, as follows:

- any share premium paid for the MRPS will be allocated to a share premium account of the mandatory redeemable preferred (new) shares without voting rights (the "MRPS's Share Premium Account") and such share premium will remain attached to the MRPS for which the share premium has been paid.

- The disposal of such share premium is allowed only in case of redemption (repurchase) of the concerned MRPS and/or in case of reimbursement (repayment) in favor of the holders of MRPS. The decision of redemption (repurchase) and/or of reimbursement (repayment) of this share premium will be taken by the general meeting of shareholders deciding at the simple majority.

All the MRPS are issued under the form of redeemable shares according to article 49-8 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, without prejudice to the dispositions of article 49-8 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, including, in particular concerning the fact that the redemption (reacquisition) of the concerned MRPS can be performed only by means of distributable sums pursuant to article 72-1 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (distributable funds, including the extraordinary reserves set up with the funds received by the Company as share premium or as a result of a new issue made in order redeem shares)."

3. Divers.

L'assemblée, après s'être reconnue régulièrement constituée, a approuvé l'exposé du président et a abordé l'ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée a pris à l'unanimité des voix et séparément les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide, dans un souci d'apporter de la clarté par rapport à la volonté initiale des actionnaires lors de la création des MRPS et de la prime d'émission y rattachée, de confirmer que la disposition contenue à l'article 5, alinéa 6, des statuts de la Société concernant le pouvoir de disposer de la prime d'émission attachée aux MRPS dans le cas de rachat des MRPS concernées, n'exclut pas la possibilité pour la Société de procéder au seul remboursement de la prime d'émission aux détenteurs des MRPS.

L'assemblée prend acte que, dans cet esprit, un remboursement d'une partie de la prime d'émission attachée aux MRPS a été décidé par l'assemblée générale des actionnaires de la Société en date du 8 janvier 2014. L'assemblée décide en conséquence, pour autant que de besoin, de ratifier cette décision prise par l'assemblée générale des actionnaires en date du 8 janvier 2014 de réduire la prime d'émission attachée aux MRPS par remboursement aux détenteurs des MRPS.

Deuxième résolution

Au vu de ce qui précède, l'assemblée décide qu'il y a lieu de modifier comme suit les statuts afin d'écarter tout doute à l'avenir à l'égard des modes de disposition de cette prime d'émission et d'en donner une lecture plus claire et précise:

en version française:

« **Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à EUR 400.000.000,- (quatre cents millions d'euros) représenté par:

- 2.000.000 (deux millions) d'actions ordinaires d'une valeur nominale d'EUR 100,- (cent euros) chacune, et par
- 2.000.000 d'actions privilégiées sans droit de vote obligatoirement rachetables («MRPS») d'une valeur nominale d'EUR 100,- (cent euros) chacune.

La société peut également créer et émettre dans les limites de l'article 44 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, des actions privilégiées sans droit de vote obligatoirement rachetables ayant une valeur nominale EUR 100,- (cent euros) chacune (les actions sans droit de vote obligatoirement rachetables, les «MRPS»), qui avec les Actions Ordinaires sont collectivement définies ci-après comme les «Actions», et individuellement une «Action», sauf disposition contraire des présentes). Les droits et obligations respectifs attachés à chaque catégorie d'Actions sont présentés ci-dessous. Les détenteurs d'Actions sont ensemble définis comme les «Actionnaires» et la propriété des Actions sera attestée par leur inscription dans le registre des actionnaires de la société.

Chaque Action Ordinaire a droit à une voix. Les MRPS n'ont pas de droit de vote, à moins d'une disposition contraire dans la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Toutes les Actions sont entièrement libérées.

Complémentairement au capital social, il pourra être établi un ou plusieurs comptes de prime d'émission, sur lesquels, outre toute prime d'émission payée pour toute action ordinaire souscrite, toute prime d'émission payée pour toute MRPS souscrite sera versée. Le montant dudit/desdits compte(s) de prime d'émission sera laissé à la disposition des Actionnaires conformément à ces Statuts. Le détenteur de MRPS pourra se prévaloir exclusivement de tous les droits attachés à la prime d'émission (le cas échéant) payée pour la souscription de MRPS.

Toutefois les primes d'émission payées pour des MRPS seront allouées à des comptes de primes d'émission spécifiques, comme suit:

- toute prime d'émission payée pour des MRPS sera allouée dans un compte de prime d'émission d'Actions privilégiées sans droit de vote obligatoirement rachetables (le «Compte de Prime d'Emission de MRPS») et une telle prime d'émission restera attachée aux MRPS pour lesquelles la prime d'émission a été payée.

- Il ne pourra en être disposé qu'en cas de rachat des MRPS concernées et/ou de remboursement en faveur des détenteurs des MRPS. La décision de rachat et/ou de remboursement de cette prime d'émission sera prise par l'assemblée générale des actionnaires statuant à la majorité simple.

Toutes les MRPS sont émises sous la forme d'Actions rachetables au sens de l'article 49-8 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, sans préjudice aux dispositions de l'article 49-8 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, y compris, notamment en ce qui concerne le fait que le rachat des MRPS ne peut être fait qu'au moyen de sommes disponibles à la distribution conformément à l'article 72-1 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (fonds distribuables, y compris les réserves extraordinaires établies avec les fonds reçus par la société comme prime d'émission ou produits d'une nouvelle émission faite aux fins du rachat).»,

et en version anglaise:

“ **Art. 5.** The subscribed capital of the Company is fixed at EUR 400,000,000.- (four hundred million Euro) represented by:

- 2,000,000 (two million) ordinary shares of a par value of EUR 100.- (one hundred Euro) each;
- 2,000,000 (two million) mandatory redeemable preferred shares (“MRPS”) without voting rights of a par value of EUR 100.- (one hundred Euro) each.

The Company may as well create and issue, within the limits of article 44 and the following, in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, mandatory redeemable preferred shares (“MRPS”) without voting rights of a par value of EUR 100.- (one hundred Euro) each, collectively referred to hereafter, together with the Ordinary Shares, as the “Shares”, and individually as “Share”, (safe otherwise disposed by the present article). The respective rights and obligations related to each category of Shares are set out here below. The holders of Shares are collectively referred to as the “Shareholders” and the ownership of the Shares shall be attested by their registration in the Company's share register.

Each Ordinary Share entitles to the casting of one vote. The MRPS are not entitled to the casting of a vote, safe otherwise disposed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

All the Shares are entirely paid-up.

Complementary to the corporate capital, one or more Share Premium Accounts can be set up, and any share premium paid for any MRPS subscribed shall be lodged on said account(s). The amount of this/these Share Premium Accounts shall be at the disposal of the Shareholders in accordance with these articles. The holder of MRPS may assert exclusively all his rights related to the share premium (if any) paid for the subscription of the MRPS.

Nevertheless the share premiums paid for the MRPS will be allocated to specific share premium accounts, as follows:

- any share premium paid for the MRPS will be allocated to a share premium account of the mandatory redeemable preferred (new) shares without voting rights (the “MRPS's Share Premium Account”) and such share premium will remain attached to the MRPS for which the share premium has been paid.

- The disposal of such share premium is allowed only in case of redemption (repurchase) of the concerned MRPS and/or in case of reimbursement (repayment) in favor of the holders of MRPS. The decision of redemption (repurchase) and/or of reimbursement (repayment) of this share premium will be taken by the general meeting of shareholders deciding at the simple majority.

All the MRPS are issued under the form of redeemable shares according to article 49-8 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, without prejudice to the dispositions of article 49-8 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, including, in particular concerning the fact that the redemption (reacquisition) of the concerned MRPS can be performed only by means of distributable sums pursuant to article 72-1 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (distributable funds, including the extraordinary reserves set up with the funds received by the Company as share premium or as a result of a new issue made in order redeem shares).”

151200

Evaluation des frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges qui pourraient incomber à la société ou être mis à sa charge, suite au présent acte, est estimé approximativement à EUR 1.100,-.

Clôture

L'ordre du jour étant épuisé, le Président prononce la clôture de l'assemblée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le présent acte ayant été lu aux comparants en langue française et en langue anglaise, en ce qui concerne la version anglaise de l'article 5 des statuts, langues connues des comparants, ces derniers, connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, ont signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: T. FLEMING, F. CALAMARI, V. BARAVINI, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 19 septembre 2014. Relation: RED/2014/2038. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 22 septembre 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014147285/219.

(140167587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Davidis Restaurants Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 2, route Nationale 1.

R.C.S. Luxembourg B 162.878.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014149399/10.

(140170657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Paw Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 159.520.

Les comptes annuels au 30 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Référence de publication: 2014149053/10.

(140169737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Filos Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 180.653.

Extrait des décisions prises lors de la réunion du conseil de gérance tenue le 4 septembre 2014

Bianchi Properties S.à r.l., l'Associé Unique de la société a transféré son siège social du 7, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg au 4-6 Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, avec effet au 1^{er} Septembre 2014.

Luxembourg, le 4 septembre 2014.

Pour extrait conforme

Signature

Gérant

Référence de publication: 2014150031/15.

(140170964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.
